



Eurobaromètre Standard 80 Automne 2013

LES EUROPÉENS, L'UNION EUROPÉENNE ET LA CRISE

RAPPORT

Terrain : novembre 2013

Cette étude a été commandée et coordonnée par la Commission européenne,
Direction générale Communication.

http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm

Le présent document ne représente pas le point de vue de la Commission européenne.
Les interprétations et les opinions qu'il contient n'engagent que les auteurs.

Eurobaromètre Standard 80 / Automne 2013 – TNS Opinion & Social

Eurobaromètre Standard 80
Automne 2013

Les Européens, l'Union européenne et la crise

Étude réalisée par TNS opinion & social à la demande de
la Commission européenne, Direction générale Communication

Étude coordonnée par la Commission européenne,
Direction générale Communication
(DG COMM Unité "Stratégie, actions de
communication corporate et Eurobaromètre")

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	2
I. LA CRISE A-T-ELLE ATTEINT SON APOGÉE ?	4
II. L'IMPACT DE LA CRISE SUR LA SITUATION DES MÉNAGES	11
III. LES ACTEURS LES PLUS EFFICACES POUR FAIRE FACE À LA CRISE	17
IV. LES MESURES À PRENDRE PAR L'UNION EUROPÉENNE	22
1. UN RÔLE ACCRU POUR L'UNION EUROPÉENNE	22
2. LES MESURES LES PLUS EFFICACES POUR LUTTER CONTRE LA CRISE	24
V. RÉFORMER LE SYSTÈME ÉCONOMIQUE ET FINANCIER ?	30
1. DES RÉFORMES NÉCESSAIRES POUR LUTTER CONTRE LA CRISE ET RÉDUIRE LA DETTE PUBLIQUE	30
2. QUELLES MESURES POUR RÉFORMER LE SYSTÈME ÉCONOMIQUE ET FINANCIER ?	33
VI. L'IMPACT À VENIR DE LA CRISE SUR L'UNION EUROPÉENNE ET LES EUROPÉENS	39
ANNEXES	
Spécifications techniques	

INTRODUCTION

L'enquête Eurobaromètre Standard de l'automne 2013 (EB80) a été réalisée dans un contexte relativement moins morose que celui des années précédentes. Quelques jours avant le démarrage de cette enquête, la Commission européenne publiait ses prévisions de croissance pour l'automne 2013¹ : la croissance du PIB au deuxième semestre 2013 devrait atteindre 0,5% par rapport à la même période de 2012, soit une croissance du PIB nulle pour l'année 2013 dans l'UE et de -0,4% dans la zone euro.

Le rapport complet de l'enquête Eurobaromètre Standard 80 est composé de plusieurs volumes. Le premier volume présente l'état de l'opinion publique dans l'Union européenne. Quatre autres volumes présentent l'opinion des Européens sur d'autres thèmes : la citoyenneté européenne ; la crise financière et économique ; la stratégie Europe 2020 ; les habitudes médiatiques dans l'Union européenne. Le présent volume est consacré à la crise financière et économique.

Cette enquête Eurobaromètre Standard a été conduite entre le 2 et le 17 novembre 2013² dans 34 pays ou territoires : les 28 Etats membres de l'Union européenne³, les cinq pays candidats (l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la Turquie, l'Islande, le Monténégro et la Serbie), et la communauté chypriote turque dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre.

La méthodologie utilisée est celle des sondages Eurobaromètre de la Direction générale Communication (Unité « Stratégie, actions de communication corporate et Eurobaromètre »)⁴. Une note technique sur la manière de mener les interviews par les instituts du réseau de TNS opinion & social est annexée à ce rapport. Cette note indique également les intervalles de confiance⁵, qui permettent d'évaluer la précision des résultats d'un sondage, en fonction de la taille de l'échantillon interrogé par rapport à la taille totale de la population étudiée.

¹ http://ec.europa.eu/news/economy/131105_fr.htm

² Veuillez consulter les spécifications techniques pour connaître les dates exactes des entretiens dans chaque pays.

³ C'est le premier Eurobaromètre Standard depuis l'adhésion de la Croatie à l'UE le 1er juillet 2013. Les résultats présentés dans ce rapport représentent donc la moyenne pondérée pour les 28 Etats membres

⁴ http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm

⁵ Les tableaux de résultats sont joints en annexe. Il convient de noter que le total des pourcentages indiqué dans les tableaux de ce rapport peut dépasser 100% dans les cas où les personnes interrogées avaient la possibilité de choisir plusieurs réponses à une question.

Les abréviations utilisées dans ce rapport et leurs correspondances sont les suivantes :

ABRÉVIATIONS			
BE	Belgique	LV	Lettonie
BG	Bulgarie	LU	Luxembourg
CZ	République tchèque	HU	Hongrie
DK	Danemark	MT	Malte
DE	Allemagne	NL	Pays-Bas
EE	Estonie	AT	Autriche
EL	Grèce	PL	Pologne
ES	Espagne	PT	Portugal
FR	France	RO	Roumanie
HR	Croatie	SI	Slovénie
IE	Irlande	SK	Slovaquie
IT	Italie	FI	Finlande
CY	République de Chypre*	SE	Suède
LT	Lituanie	UK	Royaume-Uni
CY (tcc)	Communauté chypriote turque	UE28	Union européenne – moyenne pondérée pour les 28 Etats membres
TR	Turquie	Zone euro	BE, FR, IT, LU, DE, AT, ES, PT, IE, NL, FI, EL, EE, SI, CY, MT, SK
MK	Ancienne République yougoslave de Macédoine **	Hors zone euro	BG, CZ, DK, HR, LT, LV, HU, PL, RO, SE, UK
IS	Islande		
ME	Monténégro		
RS	Serbie		

* Chypre dans son ensemble est l'un des 28 Etats membres de l'Union européenne. Toutefois, l'« acquis communautaire » est suspendu dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre. Pour des raisons pratiques, seuls les entretiens réalisés dans la partie du pays contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre sont repris dans la catégorie « CY » et compris dans la moyenne de l'UE28. Les entretiens réalisés dans la partie du pays non contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre sont repris dans la catégorie « CY(tcc) » [tcc : communauté chypriote turque]

** Abréviation provisoire ne préjugant pas de la nomenclature définitive de ce pays qui sera convenue après la conclusion de négociations actuellement en cours aux Nations unies

* * * * *

*Nous tenons à remercier toutes les personnes interrogées à travers l'Europe
qui ont pris le temps de participer à ce sondage.*

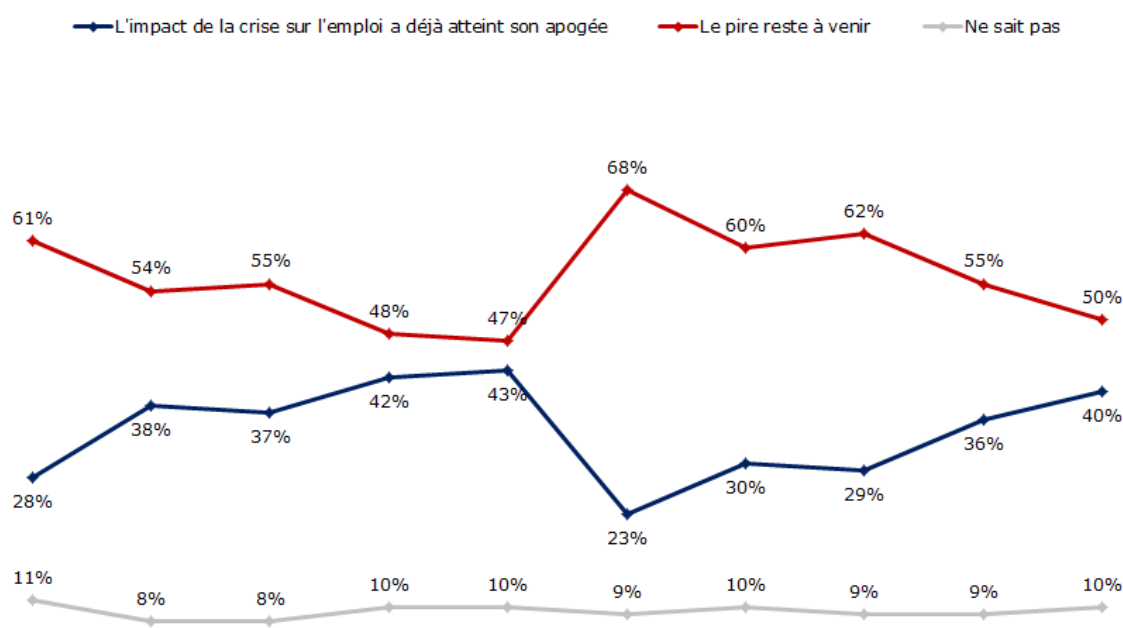
Sans leur participation active, cette enquête n'aurait pas été possible.

I. LA CRISE A-T-ELLE ATTEINT SON APOGÉE ?

- Le pessimisme recule -

Après la baisse de sept points de pourcentage entre les enquêtes Eurobaromètre Standard de l'automne 2012 (EB78) et du printemps 2013 (EB79) (de 62% à 55%), **le pessimisme lié à l'impact de la crise sur l'emploi** continue de chuter dans cette nouvelle enquête de l'automne 2013 : après une baisse de cinq points de pourcentage, il **représente aujourd'hui 50% de l'opinion publique européenne⁶** et atteint un niveau proche de celui enregistré à l'automne 2010 (48%, EB74). Parallèlement, 40% (+4 depuis le printemps 2013) des personnes interrogées estiment que l'apogée de la crise a été atteinte, faisant preuve d'un plus grand optimisme. Sur le plus long terme, cette opinion a progressé de 17 points en deux ans (depuis l'enquête Eurobaromètre Standard de l'automne 2011, EB76).

QC1. (...) Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ? -%UE



mai-juin 2009	Aut. 2009	Pr. 2010	Aut. 2010	Pr. 2011	Aut. 2011	Pr. 2012	Aut. 2012	Pr. 2013	Aut. 2013
EB71.2	EB72	EB73	EB74	EB75	EB76	EB77	EB78	EB79	EB80

⁶ QC1. Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?

L'opinion majoritaire au niveau européen (UE28 50%), selon laquelle l'impact de la crise sur l'emploi n'a pas encore atteint son apogée, **est davantage répandue dans les pays** la zone euro (53%) que dans les pays hors zone euro (46%).

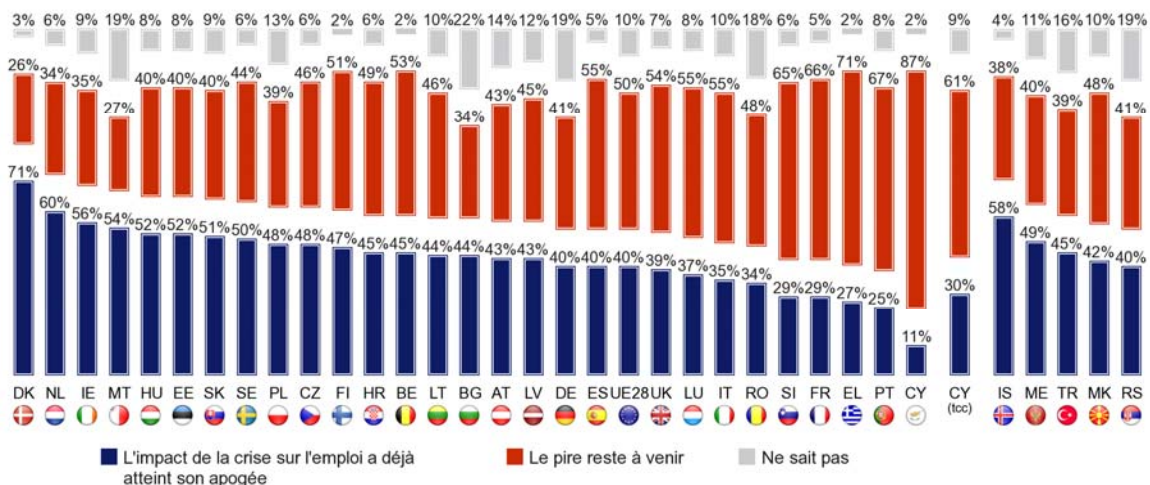
Cette opinion est majoritaire dans 16 pays sur 28, le plus fortement à Chypre (87%), en Grèce (71%) et au Portugal (67%).

Les citoyens sont majoritairement optimistes dans 11 Etats membres : au Danemark (71%), aux Pays-Bas (60%), en Irlande (56%), à Malte (54%), en Hongrie et en Estonie (52% chacun), en Slovaquie (51%), en Suède (50%), en Pologne (48% contre 39%), en République tchèque (48% contre 46%) ainsi qu'en Bulgarie (44% contre 34%).

L'opinion est parfaitement partagée en Autriche (avec 43% pour chacune des deux options).

Parmi les cinq pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne, trois envisagent plutôt l'avenir avec optimisme. Il s'agit de l'Islande (58%), du Monténégro (49%) et de la Turquie (45%). Inversement, les citoyens de l'ancienne République yougoslave de Macédoine et de la Serbie sont d'un avis contraire (respectivement 48% et 41% d'opinion pessimiste).

QC1. Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?





































Dans 20 Etats membres sur 28, les personnes interrogées qui estiment que le pire reste à venir en ce qui concerne l'impact de la crise sur le marché de l'emploi sont moins nombreuses qu'au printemps 2013. Cette évolution négative s'observe en particulier en Irlande (35%, -16 points de pourcentage), aux Pays-Bas

(34%, -16), en Pologne (39%, -12), en République tchèque (46%, -11) et au Danemark (26%, -10).

Dans huit Etats membres, le pronostic pessimiste gagne du terrain : à Chypre (87%, +4 points de pourcentage), en Roumanie (48%, +4), en Lituanie (46%, +4), en Grèce (71%, +3), en Lettonie (45%, +3), en Bulgarie (34%, +3), en Italie (55%, +1) et en Autriche (43%, +1).



































Dans quatre des cinq pays candidats, la proportion de personnes plutôt pessimistes augmente depuis le printemps 2013. C'est surtout le cas en Islande (38%, +14 points de pourcentage), mais aussi dans une moindre mesure au Monténégro (40%, +3), dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (48%, +1) et en Serbie (41%, +1). A l'inverse, le pessimisme recule en Turquie (39%, -2).

QC1. Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?

		Le pire reste à venir	Diff. Aut.2013 - Pr.2013	L'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée	Diff. Aut.2013 - Pr.2013	Ne sait pas	Diff. Aut.2013 - Pr.2013
	UE28	50%	-5	40%	+4	10%	+1
	ZONE EURO	53%	-5	37%	+4	10%	+1
	HORS ZONE EURO	46%	-4	44%	+4	10%	=
	CY	87%	+4	11%	-3	2%	-1
	LT	46%	+4	44%	-5	10%	+1
	RO	48%	+4	34%	-5	18%	+1
	BG	34%	+3	44%	-3	22%	=
	EL	71%	+3	27%	-3	2%	=
	LV	45%	+3	43%	-3	12%	=
	IT	55%	+1	35%	+1	10%	-2
	AT	43%	+1	43%	-1	14%	=
	EE	40%	-1	52%	-1	8%	+2
	HU	40%	-1	52%	+3	8%	-2
	FR	66%	-2	29%	+3	5%	-1
	HR	49%	-2	45%	+2	6%	=
	UK	54%	-3	39%	+2	7%	+1
	FI	51%	-5	47%	+6	2%	-1
	LU	55%	-6	37%	+2	8%	+4
	SK	40%	-6	51%	+5	9%	+1
	BE	53%	-7	45%	+7	2%	=
	ES	55%	-7	40%	+7	5%	=
	MT	27%	-7	54%	+5	19%	+2
	DE	41%	-8	40%	+6	19%	+2
	PT	67%	-8	25%	+6	8%	+2
	SI	65%	-8	29%	+6	6%	+2
	SE	44%	-9	50%	+8	6%	+1
	DK	26%	-10	71%	+11	3%	-1
	CZ	46%	-11	48%	+9	6%	+2
	PL	39%	-12	48%	+12	13%	=
	IE	35%	-16	56%	+16	9%	=
	NL	34%	-16	60%	+14	6%	+2
	CY (tcc)	61%	-7	30%	+3	9%	+4
	IS	38%	+14	58%	-16	4%	+2
	ME	40%	+3	49%	-5	11%	+2
	MK	48%	+1	42%	-3	10%	+2
	RS	41%	+1	40%	-4	19%	+3
	TR	39%	-2	45%	+4	16%	-2

Une comparaison des résultats avec ceux de l'enquête du printemps 2009 (EB71.2)⁷ (lorsque la question avait été posée pour la première fois) démontre que le pessimisme affiché des citoyens européens a diminué en quatre ans et demi, dans 24 pays de l'Union européenne. Les baisses les plus impressionnantes sont enregistrées aux Pays-Bas (34%, -48 points de pourcentage), en Lettonie (45%, -37) et en Estonie (40%, -36). On observe toutefois la tendance inverse dans quatre pays : à Chypre (87%, +14), au Portugal (67%, +11), en Italie (55%, +6) et en Grèce (71%, +2).

QC1. Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?






		Le pire reste à venir	Diff. Aut.2013 - mai-juin 2009	L'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée	Diff. Aut.2013 - mai-juin 2009	Ne sait pas	Diff. Aut.2013 - mai-juin 2009
	UE28	50%	-11	40%	+12	10%	-1
	ZONE EURO	53%	-9	37%	+9	10%	=
	HORS ZONE EURO	46%	-13	44%	+15	10%	-2
	CY	87%	+14	11%	-8	2%	-6
	PT	67%	+11	25%	+2	8%	-13
	IT	55%	+6	35%	=	10%	-6
	EL	71%	+2	27%	-1	2%	-1
	FR	66%	-1	29%	+4	5%	-3
	MT	27%	-2	54%	+3	19%	-1
	SI	65%	-3	29%	+3	6%	=
	AT	43%	-8	43%	+11	14%	-3
	SE	44%	-8	50%	+5	6%	+3
	UK	54%	-9	39%	+8	7%	+1
	RO	48%	-10	34%	+15	18%	-5
	PL	39%	-11	48%	+15	13%	-4
	HU	40%	-12	52%	+16	8%	-4
	FI	51%	-14	47%	+15	2%	-1
	BG	34%	-16	44%	+28	22%	-12
	BE	53%	-16	45%	+19	2%	-3
	LT	46%	-17	44%	+14	10%	+3
	LU	55%	-18	37%	+17	8%	+1
	CZ	46%	-18	48%	+19	6%	-1
	HR	49%	-24	45%	+32	6%	-8
	SK	40%	-26	51%	+28	9%	-2
	DE	41%	-28	40%	+19	19%	+9
	IE	35%	-31	56%	+35	9%	-4
	ES	55%	-32	40%	+31	5%	+1
	DK	26%	-32	71%	+35	3%	-3
	EE	40%	-36	52%	+32	8%	+4
	LV	45%	-37	43%	+30	12%	+7
	NL	34%	-48	60%	+45	6%	+3
	CY (tcc)	61%	NA	30%	NA	9%	NA
	TR	39%	-6	45%	+6	16%	=
	MK	48%	-16	42%	+17	10%	-1
	IS	38%	NA	58%	NA	4%	NA
	ME	40%	NA	49%	NA	11%	NA
	RS	41%	NA	40%	NA	19%	NA

⁷ Eurobaromètre spécial n°316: Europeans, employment and social policy
http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_316_en.pdf

L'analyse sociodémographique montre que **le pessimisme concernant l'impact de la crise sur l'emploi**, exprimé au niveau européen (UE28 50%), est globalement partagé par toutes les catégories de la population. On distingue néanmoins quelques variations.

Ainsi, **les personnes interrogées appartenant aux catégories plutôt fragiles socialement** sont plus nombreuses à déclarer que le pire reste à venir : les moins diplômées (60%, pour 44% des plus diplômées) l'expriment davantage, ainsi que les chômeurs (61%, pour 39% des cadres) et les personnes qui ont des difficultés financières (68%, pour 44% de celles qui n'en ont pas). C'est aussi le cas des personnes divorcées ou séparées (57%, pour 49% des personnes mariées). Cette opinion est également davantage partagée par les personnes qui pensent que leur voix ne compte pas dans l'Union européenne (56%, pour 38% de celles qui pensent le contraire) et qui estiment que l'UE ne peut pas défendre ses intérêts économiques (62%, pour 45% de celles qui pensent qu'elle en a la possibilité). Il s'agit enfin de 63% des personnes qui ne considèrent pas la mondialisation comme une opportunité (pour 42% qui pensent que c'est est une).
















QC1. Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?

	Le pire reste à venir	L'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée	Ne sait pas
UE28	50%	40%	10%
 Sexe			
Homme	50%	42%	8%
Femme	51%	38%	11%
 Age			
15-24	47%	41%	12%
25-39	49%	43%	8%
40-54	52%	39%	9%
55 +	52%	38%	10%
 Age de fin d'études			
15-	60%	30%	10%
16-19	52%	38%	10%
20+	44%	47%	9%
Toujours étudiant	43%	45%	12%
 Catégorie socioprofessionnelle			
Indépendants	46%	45%	9%
Cadres	39%	52%	9%
Autres employés	47%	44%	9%
Ouvriers	54%	37%	9%
Hommes/ femmes au foyer	55%	36%	9%
Chômeurs	61%	31%	8%
Retraités	52%	37%	11%
Etudiants	43%	45%	12%
 Difficultés à payer ses factures			
La plupart du temps	68%	25%	7%
De temps en temps	54%	36%	10%
Pratiquement jamais/ Jamais	44%	46%	10%
Statut matrimonial			
(Re)Marié(e)	49%	41%	10%
Célibataire vivant avec un conjoint	51%	40%	9%
Célibataire	50%	40%	10%
Divorcé(e) ou séparé(e)	57%	34%	9%
Veuf(ve)	54%	34%	12%
Ma voix compte dans l'UE			
D'accord	38%	53%	9%
Pas d'accord	56%	35%	9%
La mondialisation est une opportunité			
D'accord	42%	50%	8%
Pas d'accord	63%	29%	8%

Le tableau suivant fait apparaître les résultats par critères sociodémographiques dans l'ensemble de l'Union européenne (UE28) en moyenne, dans les six plus grands pays de l'UE, ainsi que dans quatre pays particulièrement touchés par la crise économique.

QC1. Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?

Le pire reste à venir

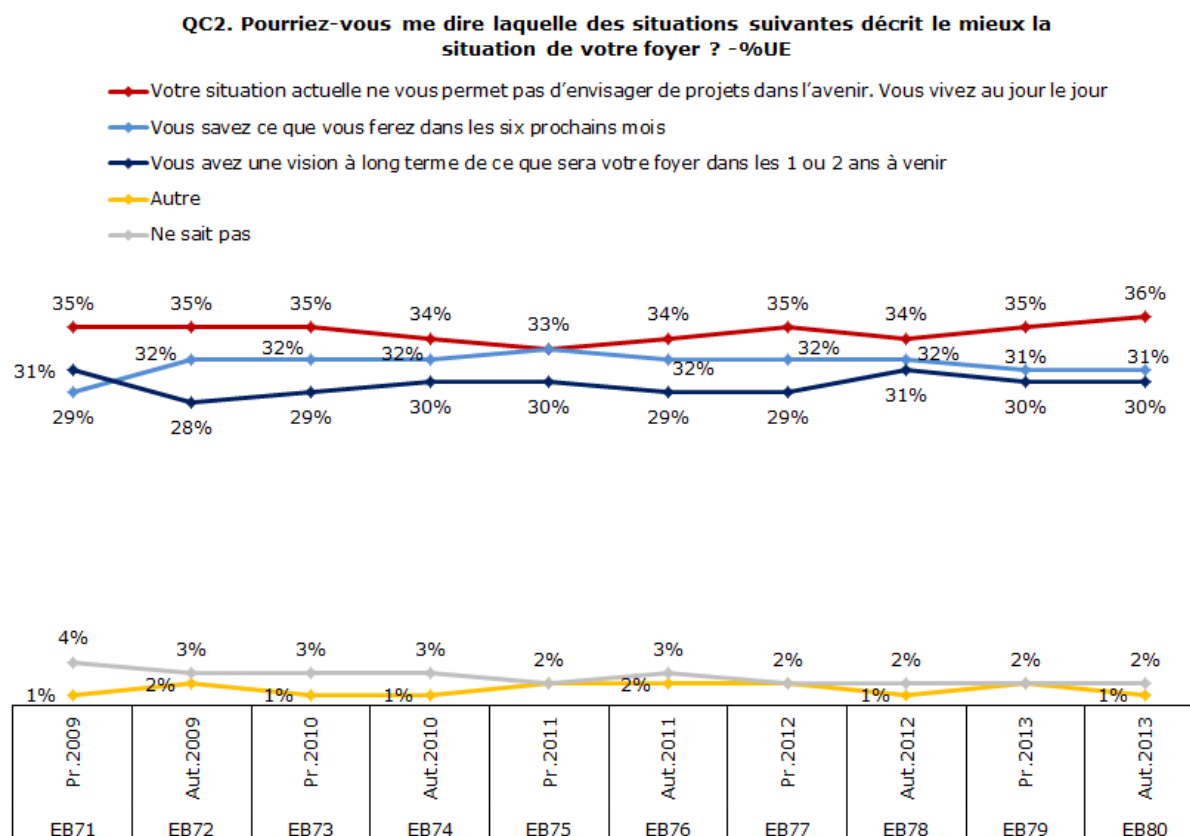
	UE28	DE	ES	FR	IT	PL	UK	EL	PT	IE	CY
											
	50%	41%	55%	66%	55%	39%	54%	71%	67%	35%	87%
 Sexe											
Homme	50%	41%	55%	62%	58%	41%	48%	71%	62%	34%	85%
Femme	51%	42%	55%	69%	52%	38%	60%	71%	71%	36%	89%
 Age											
15-24	47%	42%	58%	61%	52%	27%	53%	65%	56%	39%	85%
25-39	49%	40%	53%	62%	54%	37%	53%	72%	66%	29%	87%
40-54	52%	41%	53%	73%	56%	43%	56%	73%	66%	38%	90%
55 +	52%	43%	58%	65%	55%	44%	53%	71%	72%	36%	87%
 Age de fin d'études											
15-	60%	50%	61%	74%	58%	60%	65%	76%	74%	43%	87%
16-19	52%	43%	54%	73%	56%	41%	56%	72%	63%	39%	92%
20+	44%	35%	48%	58%	47%	36%	44%	71%	54%	25%	85%
Toujours étudiant	43%	37%	58%	53%	51%	24%	51%	55%	49%	37%	79%
 Catégorie socioprofessionnelle											
Indépendants	46%	36%	48%	62%	53%	35%	43%	72%	69%	29%	88%
Cadres	39%	32%	40%	49%	53%	34%	45%	82%	61%	21%	93%
Autres employés	47%	40%	50%	70%	42%	38%	51%	68%	56%	33%	85%
Ouvriers	54%	48%	53%	72%	62%	42%	60%	74%	72%	37%	89%
Hommes/ femmes au foyer	55%	45%	55%	89%	58%	42%	50%	78%	73%	35%	97%
Chômeurs	61%	53%	60%	77%	66%	49%	63%	79%	69%	44%	91%
Retraités	52%	43%	58%	63%	55%	43%	58%	66%	69%	36%	83%
Etudiants	43%	37%	58%	53%	51%	24%	51%	55%	49%	37%	79%

II. L'IMPACT DE LA CRISE SUR LA SITUATION DES MÉNAGES

- Plus du tiers des personnes interrogées disent vivre au jour le jour -

L'opinion des Européens concernant la situation personnelle de leur foyer varie très peu depuis le printemps 2013. Sur le plus long terme, ce constat peut d'ailleurs être fait depuis l'enquête Eurobaromètre Standard du printemps 2009 (EB71).

Plus du tiers (36%, +1 point de pourcentage) des personnes interrogées estiment ainsi que la situation actuelle ne leur permet pas de faire de projets pour l'avenir⁸, les contraignant à vivre au jour le jour. Une personne sur trois (31%, sans changement) peut se projeter dans les six mois à venir, de même qu'une sur trois (30%, =) parvient à faire des projets à plus long terme (sur un ou deux ans).



⁸ QC2. Pourriez-vous me dire laquelle des situations suivantes décrit le mieux la situation de votre foyer ? : Votre situation actuelle ne vous permet pas d'envisager de projets dans l'avenir. Vous vivez au jour le jour ; Vous savez ce que vous ferez dans les six prochains mois ; Vous avez une vision à long terme de ce que sera votre foyer dans les 1 ou 2 ans à venir ; Autre ; NSP

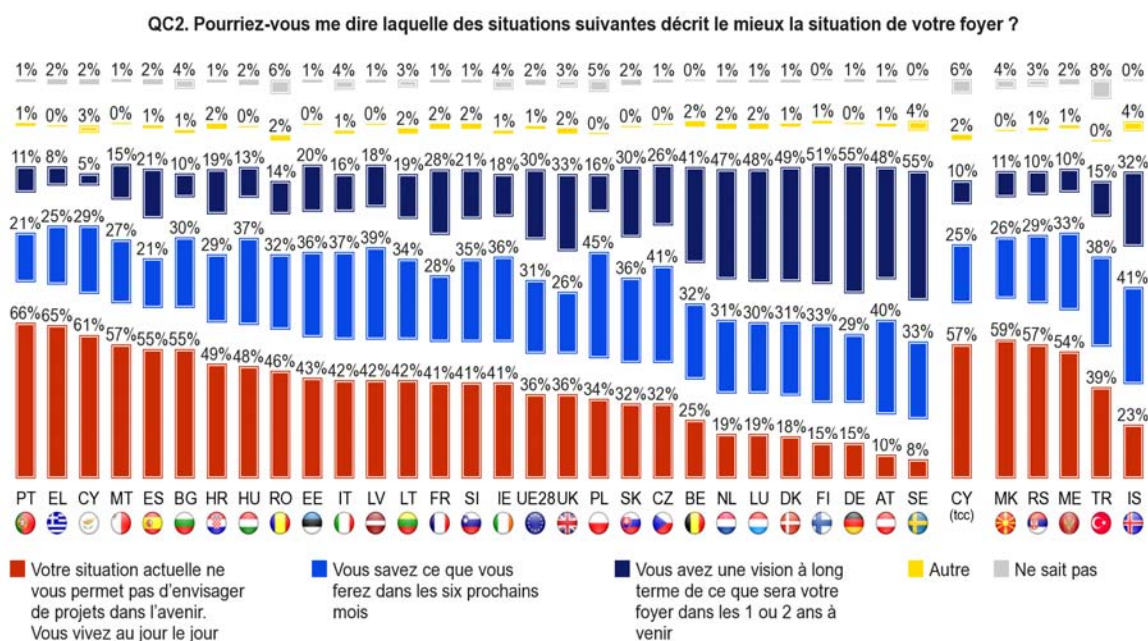
De grandes variations dans les résultats apparaissent selon les pays. Ainsi, les personnes interrogées dans les pays de la zone euro sont plus nombreuses à avoir une vision à long terme de leur foyer (32%, pour 25% hors zone euro).

Les Européens qui éprouvent les plus grandes difficultés à se projeter dans l'avenir, estimant à la majorité absolue vivre au jour le jour (UE28 36%), sont ceux qui ont été interrogés dans les pays suivants : au Portugal (66%), en Grèce (65%), à Chypre (61%), à Malte (57%), en Bulgarie et en Espagne (55% dans les deux cas). C'est également l'opinion d'une majorité relative de personnes interrogées en Croatie (49%), en Hongrie (48%), en Roumanie (46%), en Estonie (43%), en Lituanie (42%), en Italie (42%), en Lettonie (42%), en France (41%), en Slovénie (41%), en Irlande (41%) et au Royaume-Uni (36%).

Dans quatre des cinq pays candidats, la réponse « votre situation actuelle ne vous permet pas d'envisager de projets dans l'avenir. Vous vivez au jour le jour » est donnée par une majorité de la population : l'ancienne République yougoslave de Macédoine (59%), la Serbie (57%), le Monténégro (54%) et la Turquie (39%).

En Pologne (45%), en République tchèque (41%) et en Slovaquie (36%), **une majorité de personnes interrogées parvient à envisager son avenir à moyen terme et répond « vous savez ce que vous ferez dans les six prochains mois »** (UE28 31%). C'est également le cas dans un des pays candidats : l'Islande (41%).

Quant aux Européens qui peuvent se projeter à plus long terme, dans les un ou deux ans à venir (UE28 30%), ils ont été interrogés en Suède et en Allemagne (55% chacun) ainsi qu'en Finlande (51%). La réponse « vous avez une vision à long terme de ce que sera votre foyer dans les 1 ou 2 ans à venir » est également la plus citée au Danemark (49%), en Autriche (48%), au Luxembourg (48%), aux Pays-Bas (47%), et en Belgique (41%).





































Le fait de vivre « au jour le jour » est plus répandu à l'automne 2013 qu'au printemps de la même année dans 13 Etats membres. C'est notamment le cas en Slovaquie (41%, +10 points de pourcentage), au Portugal (66%, +5) et en Bulgarie (55%, +4).

Inversement, dans 11 autres pays, on vit moins difficilement qu'au printemps 2013. On l'observe en particulier en Lituanie (42%, -6 points de pourcentage), en Hongrie (48%, -5) et en Lettonie (42%, -5).

Quatre pays enregistrent des résultats inchangés : la France (41%), le Luxembourg (19%), l'Allemagne (15%) et l'Autriche (10%).

QC2. Pourriez-vous me dire laquelle des situations suivantes décrit le mieux la situation de votre foyer ?

	Votre situation actuelle ne vous permet pas d'envisager de projets dans l'avenir. Vous vivez au jour le jour	Diff. Aut.2013 - Pr.2013	Vous savez ce que vous ferez dans les six prochains mois	Diff. Aut.2013 - Pr.2013	Vous avez une vision à long terme de ce que sera votre foyer dans les 1 ou 2 ans à venir	Diff. Aut.2013 - Pr.2013	Autre	Diff. Aut.2013 - Pr.2013	Ne sait pas	Diff. Aut.2013 - Pr.2013
 UE28	36%	+1	31%	=	30%	=	1%	-1	2%	=
ZONE EURO	35%	+1	30%	=	32%	-1	1%	=	2%	=
HORS ZONE EURO	37%	+1	33%	-1	25%	=	2%	=	3%	=
 SI	41%	+10	35%	=	21%	-11	2%	=	1%	+1
 PT	66%	+5	21%	-4	11%	-1	1%	=	1%	=
 BG	55%	+4	30%	-4	10%	-1	1%	+1	4%	=
 BE	25%	+3	32%	-6	41%	+3	2%	=	0%	=
 IT	42%	+3	37%	+3	16%	-5	1%	=	4%	-1
 DK	18%	+2	31%	+4	49%	-6	1%	-1	1%	+1
 CY	61%	+2	29%	-2	5%	-1	3%	=	2%	+1
 NL	19%	+2	31%	-3	47%	+1	2%	=	1%	=
 SK	32%	+2	36%	-5	30%	+2	0%	=	2%	+1
 UK	36%	+2	26%	-1	33%	=	2%	-2	3%	+1
 IE	41%	+1	36%	+5	18%	-5	1%	=	4%	-1
 ES	55%	+1	21%	-2	21%	+1	1%	-1	2%	+1
 RO	46%	+1	32%	+1	14%	-1	2%	-1	6%	=
 DE	15%	=	29%	=	55%	=	0%	=	1%	=
 FR	41%	=	28%	-2	28%	+2	2%	=	1%	=
 LU	19%	=	30%	+4	48%	-2	2%	-1	1%	-1
 AT	10%	=	40%	=	48%	-1	1%	=	1%	+1
 EE	43%	-2	36%	-2	20%	+3	0%	=	1%	+1
 PL	34%	-2	45%	=	16%	+1	0%	=	5%	+1
 FI	15%	-2	33%	+5	51%	-2	1%	=	0%	-1
 CZ	32%	-3	41%	-1	26%	+4	0%	=	1%	=
 EL	65%	-3	25%	=	8%	+1	0%	=	2%	+2
 HR	49%	-3	29%	-1	19%	+4	2%	=	1%	=
 MT	57%	-3	27%	+3	15%	=	0%	=	1%	=
 SE	8%	-3	33%	+1	55%	+1	4%	+2	0%	-1
 LV	42%	-5	39%	+3	18%	+3	0%	=	1%	-1
 HU	48%	-5	37%	+4	13%	=	0%	=	2%	+1
 LT	42%	-6	34%	+4	19%	=	2%	=	3%	+2
CY (tcc)	57%	-8	25%	+2	10%	-1	2%	+2	6%	+5
 ME	54%	+11	33%	-1	10%	-7	1%	-1	2%	-2
 IS	23%	+2	41%	+8	32%	-12	4%	+2	0%	=
 RS	57%	+2	29%	=	10%	=	1%	=	3%	-2
 MK	59%	-2	26%	-1	11%	+2	0%	-1	4%	+2
 TR	39%	-11	38%	+6	15%	+3	0%	-1	8%	+3

L'analyse sociodémographique révèle certaines variations, déjà identifiées dans les enquêtes précédentes. Ainsi, **faire des projets d'avenir se révèle plus difficile pour les personnes les moins favorisées socialement**. Elles sont donc plus nombreuses à déclarer vivre « au jour le jour ». On l'observe notamment pour 51% des personnes les moins diplômées (pour 24% des plus diplômées), pour 68% des chômeurs (pour 13% des cadres) et pour 73% des personnes qui ont du mal à payer leurs factures (pour 22% de celles qui n'en ont pas).

C'est aussi davantage le cas des personnes divorcées ou séparées (49%, pour 32% des personnes mariées), de celles qui ne considèrent pas la mondialisation comme une opportunité (43%, pour 28% de celles qui pensent le contraire) ou encore des personnes qui pensent que le pire reste à venir en ce qui concerne l'impact de la crise sur l'emploi (45%, pour 27% de celles qui pensent que la crise a déjà atteint son apogée).
















QC2. Pourriez-vous me dire laquelle des situations suivantes décrit le mieux la situation de votre foyer ?

	Votre situation actuelle ne vous permet pas d'envisager de projets dans l'avenir. Vous vivez au jour le jour	Vous savez ce que vous ferez dans les six prochains mois	Vous avez une vision à long terme de ce que sera votre foyer dans les 1 ou 2 ans à venir	Autre	Ne sait pas
UE28	36%	31%	30%	1%	2%
Sexe					
Homme	34%	31%	32%	1%	2%
Femme	38%	31%	28%	1%	2%
Age					
15-24	29%	38%	27%	2%	4%
25-39	36%	32%	29%	1%	2%
40-54	39%	29%	29%	1%	2%
55 +	37%	29%	31%	1%	2%
Age de fin d'études					
15-	51%	25%	21%	1%	2%
16-19	40%	31%	26%	1%	2%
20+	24%	32%	41%	1%	2%
Toujours étudiant	20%	39%	33%	3%	5%
Catégorie socioprofessionnelle					
Indépendants	30%	34%	33%	1%	2%
Cadres	13%	29%	56%	1%	1%
Autres employés	28%	39%	30%	1%	2%
Ouvriers	37%	34%	26%	1%	2%
Hommes/ femmes au foyer	48%	25%	23%	1%	3%
Chômeurs	68%	20%	8%	2%	2%
Retraités	38%	29%	30%	1%	2%
Etudiants	20%	39%	33%	3%	5%
Difficultés à payer ses factures					
La plupart du temps	73%	17%	6%	1%	3%
De temps en temps	47%	34%	16%	1%	2%
Pratiquement jamais/ Jamais	22%	33%	42%	1%	2%
Statut matrimonial					
(Re)Marié(e)	32%	31%	34%	1%	2%
Célibataire vivant avec un conjoint	34%	32%	31%	1%	2%
Célibataire	38%	33%	24%	2%	3%
Divorcé(e) ou séparé(e)	49%	28%	20%	1%	2%
Veuf(ve)	48%	26%	22%	1%	3%
La mondialisation est une opportunité					
D'accord	28%	33%	37%	1%	1%
Pas d'accord	43%	30%	24%	1%	2%
L'impact de la crise sur l'emploi					
A atteint son apogée	27%	34%	36%	1%	2%
Le pire reste à venir	45%	28%	24%	1%	2%

Le tableau suivant fait apparaître les résultats par critères sociodémographiques dans l'ensemble de l'Union européenne (UE28) en moyenne, dans les six plus grands pays de l'UE, ainsi que dans quatre pays particulièrement touchés par la crise économique.

QC2. Pourriez-vous me dire laquelle des situations suivantes décrit le mieux la situation de votre foyer ?

Votre situation actuelle ne vous permet pas d'envisager de projets dans l'avenir. Vous vivez au jour le jour

	UE28	DE	ES	FR	IT	PL	UK	EL	PT	IE	CY
											
	36%	15%	55%	41%	42%	34%	36%	65%	66%	41%	61%
 Sexe											
Homme	34%	14%	54%	37%	42%	35%	31%	64%	61%	38%	58%
Femme	38%	16%	56%	45%	41%	34%	40%	66%	70%	43%	63%
 Age											
15-24	29%	12%	47%	34%	38%	24%	30%	51%	51%	39%	51%
25-39	36%	13%	53%	38%	47%	29%	38%	66%	63%	40%	54%
40-54	39%	19%	62%	47%	44%	37%	38%	68%	70%	46%	67%
55 +	37%	14%	54%	42%	38%	42%	36%	70%	70%	38%	69%
 Age de fin d'études											
15-	51%	23%	64%	60%	45%	56%	53%	77%	73%	53%	74%
16-19	40%	17%	58%	52%	46%	41%	40%	68%	65%	49%	69%
20+	24%	9%	44%	26%	38%	26%	17%	60%	50%	28%	49%
Toujours étudiant	20%	8%	36%	23%	27%	16%	20%	44%	40%	25%	44%
 Catégorie socioprofessionnelle											
Indépendants	30%	9%	45%	41%	44%	22%	22%	57%	52%	28%	48%
Cadres	13%	4%	30%	16%	34%	18%	12%	55%	52%	20%	11%
Autres employés	28%	14%	44%	39%	29%	24%	29%	67%	55%	22%	60%
Ouvriers	37%	15%	52%	46%	51%	30%	38%	65%	69%	45%	60%
Hommes/femmes au foyer	48%	22%	53%	63%	44%	45%	63%	71%	72%	55%	58%
Chômeurs	68%	54%	80%	62%	72%	61%	70%	81%	80%	70%	82%
Retraités	38%	16%	51%	42%	36%	46%	39%	67%	69%	34%	72%
Etudiants	20%	8%	36%	23%	27%	16%	20%	44%	40%	25%	44%

III. LES ACTEURS LES PLUS EFFICACES POUR FAIRE FACE À LA CRISE

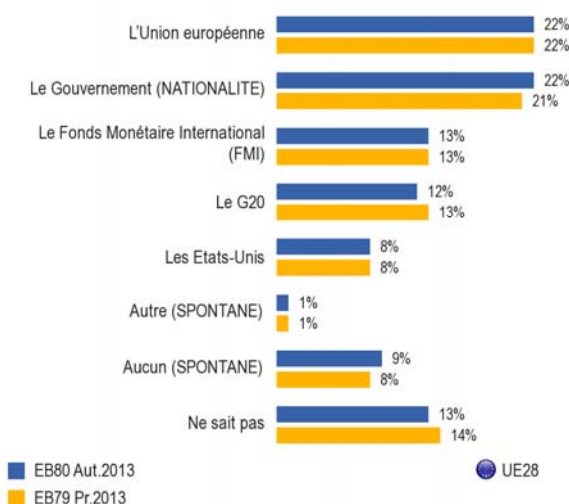
- L'Union européenne et le Gouvernement national : les acteurs les plus efficaces pour faire face à la crise -

Les Européens ont été invités à citer l'acteur qui leur semble le plus efficace pour faire face aux conséquences de la crise économique et financière⁹.

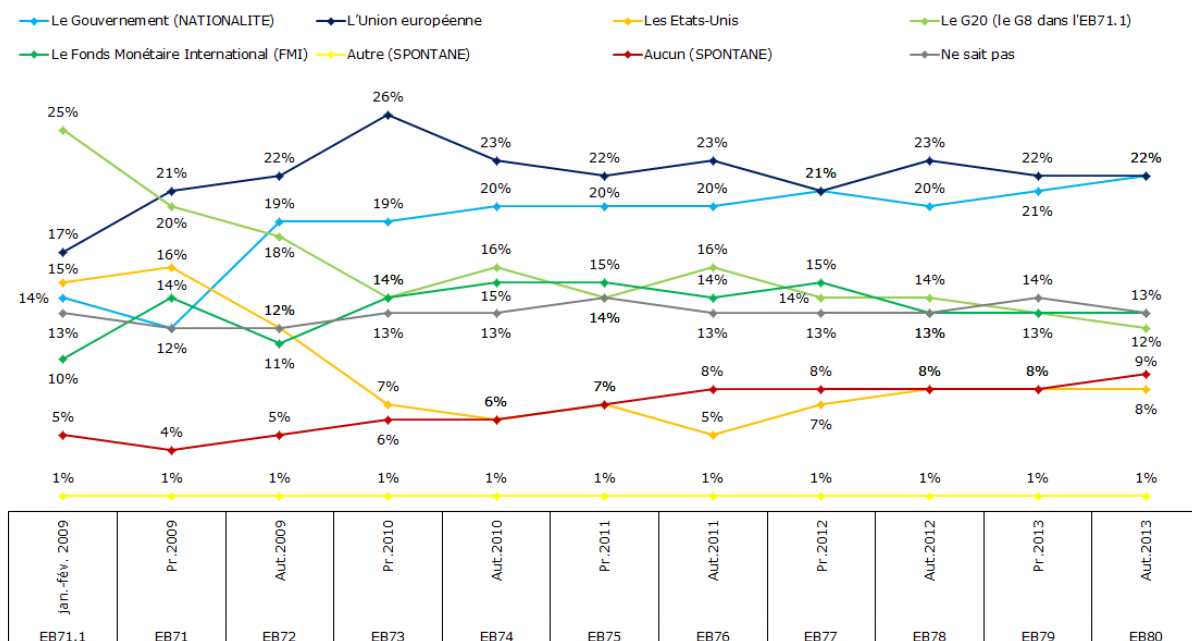
L'Union européenne et le Gouvernement national sont mentionnés à égalité par les personnes interrogées : 22% chacun. Il s'agit, pour l'Union européenne, d'un résultat stable depuis le printemps 2013, tandis que le Gouvernement national gagne un point de pourcentage.

Le Fonds Monétaire International se stabilise à 13%. Le G20 obtient 12% (-1 point de pourcentage) des citations, tandis que les Etats-Unis recueillent 8% des réponses (sans changement).

QC3a. D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique ?



QC3a. D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique ? - %UE



⁹ QC3a D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique ? (ROTATION) : Le Gouvernement (NATIONALITE) ; L'Union européenne ; Les Etats-Unis ; Le G20 ; Le Fonds Monétaire International (FMI) ; Autre (SPONTANE) ; Aucun (SPONTANE) ; NSP

De grandes variations dans les réponses sont enregistrées selon les pays. On l'observe notamment pour le Gouvernement national, davantage cité dans les pays hors zone euro (27%, pour 20% dans la zone euro).

Les Etats membres où l'efficacité de l'Union européenne est la plus reconnue pour faire face aux conséquences de la crise (UE28 22%) sont Malte (36%), la Bulgarie (35%), la Pologne (34%), le Luxembourg (32%) et la Slovénie (30%).

Les progressions concernent ici 15 Etats membres, et en particulier la Suède (25%, +10 points de pourcentage), ainsi que la Slovénie (30%, +6), Chypre (24%, +6), mais aussi trois pays candidats : l'Islande (19%, +6), le Monténégro (28%, +4) et la Serbie (21%, +1).

C'est dans les pays suivants que **le Gouvernement national** (UE28 22%) **est le plus mentionné comme un acteur efficace** : en Roumanie (45%), au Royaume-Uni (36%) et à Malte (31%), ainsi que dans un pays candidat : l'ancienne République yougoslave de Macédoine (34%).



































Notons que dans quatre des cinq pays candidats, le taux de citation du Gouvernement national baisse depuis le printemps 2013. Cela se vérifie en particulier pour l'Islande (26%, -16 points de pourcentage) et la Turquie (27%, -9).

Le Fonds Monétaire International est surtout considéré comme un acteur efficace (UE28 13%) en Finlande (28%), en France (19%), mais aussi en Irlande, au Luxembourg, au Danemark, en Belgique et en Croatie (17% chacun). C'est aussi le cas dans un des pays candidats : l'Islande (20%).

Le G20 (UE28 12%) est essentiellement cité en République tchèque (39%), en Slovaquie (27%) et aux Pays-Bas (26%). Ses taux de citations les plus faibles sont enregistrés dans deux pays candidats : le Monténégro et la Serbie (2% chacun), ainsi que dans un Etat membre, la Roumanie (4%).

Les Etats-Unis (UE28 8%), quant à eux, sont davantage considérés comme un acteur efficace en République tchèque (16%), au Danemark (15%) et dans un des pays candidats : la Turquie (14%). Ils sont moins cités qu'au printemps 2013 dans 15 Etats membres et quatre pays candidats.






QC3a. D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique ?

	L'Union européenne	Diff. Aut.2013 - Pr.2013	Le Gouvernement (NATIONALITE)	Diff. Aut.2013 - Pr.2013	Le Fonds Monétaire International (FMI)	Diff. Aut.2013 - Pr.2013	Le G20	Diff. Aut.2013 - Pr.2013	Les Etats-Unis	Diff. Aut.2013 - Pr.2013
 UE28	22%	=	22%	+1	13%	=	12%	-1	8%	=
ZONE EURO	23%	=	20%	+2	14%	-1	13%	+1	7%	-1
HORS ZONE EURO	21%	+1	27%	=	11%	+1	11%	-2	9%	+1
 BE	29%	-3	17%	+2	17%	+2	20%	+3	8%	-2
 BG	35%	+4	15%	-6	9%	+2	15%	-1	6%	+2
 CZ	10%	=	6%	+2	14%	+2	39%	-4	16%	+1
 DK	17%	-1	17%	+4	17%	-1	22%	-2	15%	-2
 DE	24%	+1	21%	+1	14%	-1	17%	=	3%	-1
 EE	24%	+2	11%	-1	10%	-3	25%	+4	5%	=
 IE	28%	+3	19%	=	17%	+1	9%	+1	8%	-2
 EL	22%	-2	29%	+5	4%	-1	9%	-2	4%	-1
 ES	23%	+4	17%	+2	11%	-3	6%	+1	11%	=
 FR	21%	-1	18%	-1	19%	+1	14%	+2	8%	+1
 HR	23%	-3	23%	=	17%	+5	9%	+1	10%	-1
 IT	22%	-3	23%	+5	12%	-2	7%	=	10%	-3
 CY	24%	+6	18%	-7	15%	+4	12%	=	5%	-2
 LV	22%	=	13%	-5	9%	-1	16%	+5	5%	-1
 LT	28%	+1	12%	-2	10%	+3	12%	+1	10%	+1
 LU	32%	+3	7%	-6	17%	-1	22%	+4	7%	-3
 HU	26%	+1	24%	+6	12%	-3	9%	-1	10%	=
 MT	36%	+4	31%	+2	8%	-4	8%	-1	5%	+1
 AT	24%	=	21%	+3	16%	+2	11%	=	4%	-1
 NL	20%	+3	19%	-2	15%	-1	26%	-3	6%	+2
 PL	34%	+1	15%	+2	9%	+1	5%	-6	9%	-1
 PT	23%	-1	20%	-3	7%	+1	8%	-1	9%	-1
 RO	25%	+2	45%	-2	9%	+3	4%	=	4%	-2
 SI	30%	+6	9%	-1	13%	-2	8%	-2	8%	-2
 SK	26%	=	11%	+3	13%	-3	27%	=	5%	=
 FI	22%	-1	15%	-3	28%	+3	16%	+2	9%	=
 SE	25%	+10	26%	-3	14%	-1	20%	-3	5%	=
 UK	10%	-1	36%	=	12%	=	10%	+1	9%	+2
CY (tcc)	24%	-8	11%	+1	17%	+3	11%	+4	13%	-3
 MK	20%	-2	34%	-1	10%	=	7%	+2	10%	-3
 IS	19%	+6	26%	-16	20%	+4	17%	+5	6%	=
 ME	28%	+4	23%	-4	13%	+3	2%	-1	8%	-2
 RS	21%	+1	23%	+4	10%	-2	2%	-2	8%	-3
 TR	14%	=	27%	-9	9%	=	6%	-1	14%	-2

L'analyse sociodémographique met en avant une plus grande confiance accordée à l'Union européenne par les plus jeunes (27% des 15-24 ans, pour 20% des 55 ans et plus), par les personnes les plus diplômées (24%, pour 19% des moins diplômées) et par celles qui n'ont pas de difficultés financières (24%, pour 17% de celles qui en ont). C'est également une opinion davantage exprimée par les ouvriers et les travailleurs indépendants (24%, pour 17% des personnes au foyer). C'est enfin aussi l'avis des personnes qui déclarent que leur voix compte dans l'UE (32%, pour 19% de celles qui pensent le contraire) ainsi que l'avis de celles qui considèrent la mondialisation comme une opportunité (28%, pour 17% de celles qui pensent que ce n'en est pas une).












Les personnes interrogées qui estiment que leur gouvernement national est le plus à même d'agir contre les effets de la crise économique et financière sont les plus âgées (24% des 55 ans et plus, pour 20% des 15-39 ans). C'est également le cas des personnes ayant arrêté leurs études avant 16 ans (28%, pour 19% des plus diplômées), des personnes au foyer (30%) et des retraités (25%, pour 19% des cadres).

QC3a. D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique ?

	L'Union européenne	Le Gouvernement (NATIONALITE)	Le Fonds Monétaire International (FMI)	Le G20	Les Etats-Unis
UE28	22%	22%	13%	12%	8%
 Sexe					
Homme	23%	21%	14%	14%	9%
Femme	22%	23%	12%	10%	7%
 Age					
15-24	27%	20%	12%	11%	10%
25-39	24%	20%	13%	14%	9%
40-54	22%	23%	13%	13%	7%
55 +	20%	24%	13%	11%	7%
 Age de fin d'études					
15-	19%	28%	9%	7%	7%
16-19	22%	23%	13%	11%	8%
20+	24%	19%	16%	17%	8%
Toujours étudiant	29%	18%	13%	13%	10%
 Catégorie socioprofessionnelle					
Indépendants	24%	20%	14%	14%	7%
Cadres	23%	19%	18%	17%	8%
Autres employés	23%	21%	14%	13%	8%
Ouvriers	24%	22%	12%	12%	7%
Hommes/ femmes au foyer	17%	30%	10%	7%	6%
Chômeurs	21%	22%	10%	10%	10%
Retraités	20%	25%	13%	11%	6%
Etudiants	29%	18%	13%	13%	10%
 Difficultés à payer ses factures					
La plupart du temps	17%	23%	10%	10%	8%
De temps en temps	23%	24%	11%	10%	8%
Pratiquement jamais/ Jamais	24%	22%	15%	13%	7%
Ma voix compte dans l'UE					
D'accord	32%	20%	15%	15%	7%
Pas d'accord	19%	24%	12%	11%	8%
La mondialisation est une opportunité					
D'accord	28%	21%	15%	14%	8%
Pas d'accord	17%	24%	13%	11%	8%

Le tableau suivant fait apparaître les résultats par critères sociodémographiques dans l'ensemble de l'Union européenne (UE28) en moyenne, dans les six plus grands pays de l'UE, ainsi que dans quatre pays particulièrement touchés par la crise économique.

QC3a. D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique ?

L'Union européenne											
	UE28	DE	ES	FR	IT	PL	UK	EL	PT	IE	CY
											
	22%	24%	23%	21%	22%	34%	10%	22%	23%	28%	24%
Sexe											
Homme	23%	24%	25%	23%	24%	32%	11%	23%	24%	32%	26%
Femme	22%	24%	22%	19%	21%	37%	9%	21%	21%	25%	22%
Age											
15-24	27%	29%	26%	22%	21%	42%	17%	25%	21%	41%	21%
25-39	24%	27%	27%	24%	21%	37%	12%	22%	22%	28%	26%
40-54	22%	22%	21%	20%	25%	33%	8%	26%	24%	25%	24%
55 +	20%	22%	22%	20%	21%	30%	7%	18%	23%	24%	24%
Age de fin d'études											
15-	19%	23%	19%	19%	20%	31%	7%	17%	23%	19%	20%
16-19	22%	23%	26%	20%	26%	31%	8%	20%	22%	25%	20%
20+	24%	25%	28%	24%	14%	36%	13%	27%	24%	31%	29%
Toujours étudiant	29%	28%	28%	20%	24%	44%	24%	27%	20%	50%	31%
Catégorie socioprofessionnelle											
Indépendants	24%	28%	26%	21%	25%	32%	10%	30%	17%	30%	6%
Cadres	23%	25%	26%	23%	28%	31%	14%	19%	28%	25%	32%
Autres employés	23%	24%	27%	13%	22%	35%	10%	22%	24%	29%	27%
Ouvriers	24%	25%	27%	24%	29%	39%	8%	22%	21%	26%	22%
Hommes/femmes au foyer	17%	23%	11%	13%	15%	54%	2%	18%	33%	22%	25%
Chômeurs	21%	13%	23%	28%	16%	23%	10%	16%	21%	26%	21%
Retraités	20%	23%	22%	19%	21%	31%	6%	21%	23%	25%	27%
Etudiants	29%	28%	28%	20%	24%	44%	24%	27%	20%	50%	31%

IV. LES MESURES À PRENDRE PAR L'UNION EUROPÉENNE

- Une Union européenne forte mais dont les Etats membres devraient davantage collaborer –

1. UN RÔLE ACCRU POUR L'UNION EUROPÉENNE

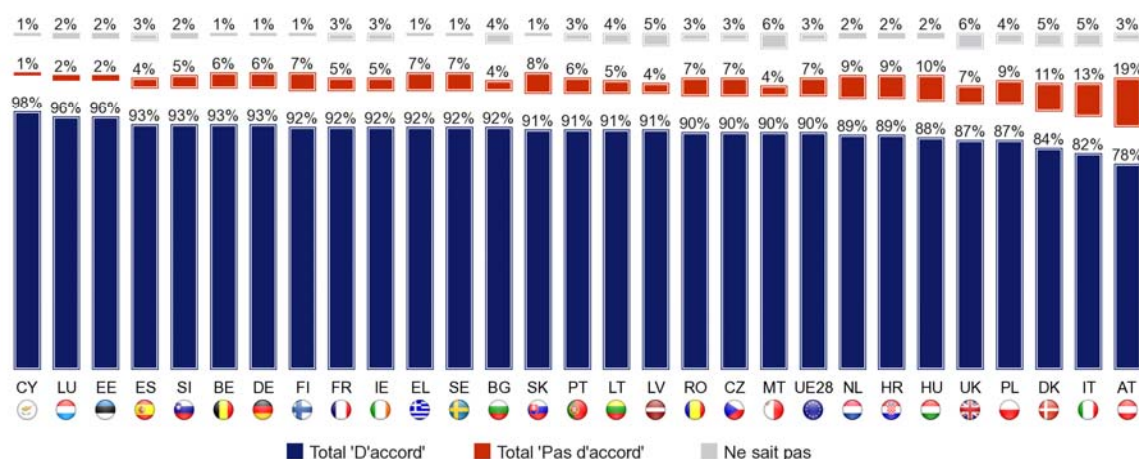
Travailler ensemble

Neuf personnes interrogées sur dix (sans changement depuis le printemps 2013) approuveraient **une coopération plus forte entre les Etats membres de l'Union européenne**, afin de lutter davantage contre la crise financière et économique¹⁰.

Cette plus grande collaboration serait souhaitée par la quasi-totalité de la population à Chypre (98%), en Estonie et au Luxembourg (96% chacun). Elle a progressé très légèrement dans 11 Etats membres.

QC4.2. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.

Les Etats membres de l'UE devraient travailler davantage ensemble pour combattre la crise financière et économique



Pouvoir et outils de l'Union européenne

Un peu plus de six personnes interrogées sur dix (61%, +1 point de pourcentage depuis le printemps 2013) estiment que **l'Union européenne dispose de suffisamment de pouvoir et d'outils** pour défendre les intérêts économiques de l'Europe dans l'économie mondiale¹¹. Elles sont 28% (-1) à avoir un avis contraire.

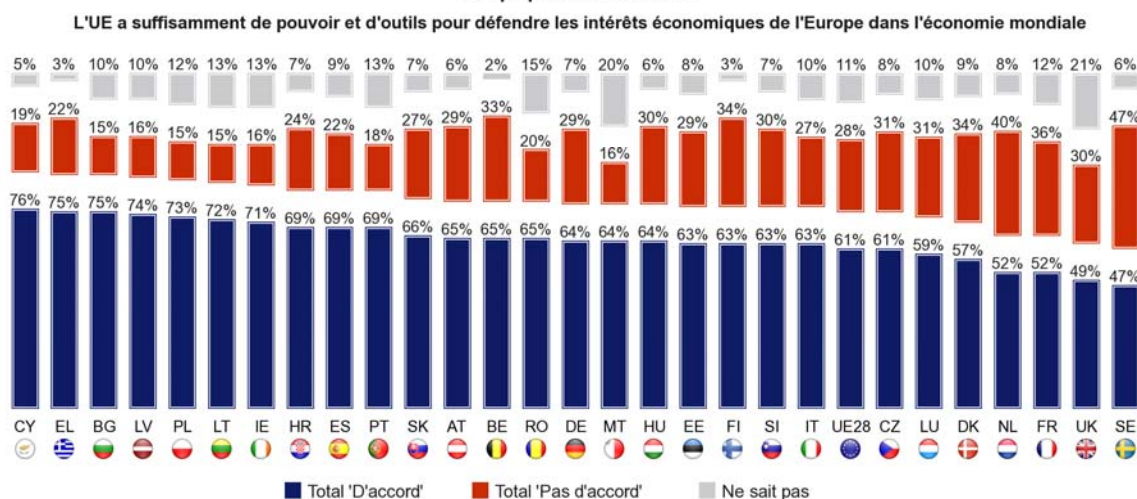
¹⁰ QC4.2. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes : Les Etats membres de l'UE devraient travailler davantage ensemble pour combattre la crise financière et économique.

¹¹ QC4.5 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes : L'UE a suffisamment de pouvoir et d'outils pour défendre les intérêts économiques de l'Europe dans l'économie mondiale

Les Etats membres où l'opinion publique en est le plus convaincue sont Chypre (76%), la Bulgarie et la Grèce (75% chacun). Cette opinion a progressé dans 17 pays depuis le printemps 2013.

A l'inverse, la Suède et le Royaume-Uni sont les deux seuls pays où moins d'une personne interrogée sur deux partage cet avis (respectivement 47% et 49%).

QC4.5. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.



Le sentiment que **les différents Etats membres devraient collaborer davantage** est partagé par de larges majorités de personnes interrogées dans toutes les catégories sociodémographiques : on note simplement qu'il est plus sensiblement plus fort chez les personnes qui disent que leur pays a besoin de réformes (92% pour 70% de celles qui déclarent le contraire).

L'opinion selon laquelle **L'UE a suffisamment de pouvoir et d'outils pour défendre ses intérêts économiques** est un peu plus marquée chez les personnes de 25 à 39 ans (67%, pour 57% des 55 ans et plus) et celles qui ont continué leurs études après 19 ans (64%, pour 57% des moins diplômées). Mais c'est surtout le cas des personnes qui pensent que leur voix compte dans l'UE (73%, pour 58% de celles qui pensent le contraire), qui considèrent la mondialisation comme une opportunité (71%, pour 54% de celles qui ne la voient pas ainsi) et qui estiment que l'impact de la crise sur l'emploi a atteint son apogée (72%, pour 56% qui pensent que le pire reste à venir).

2. LES MESURES LES PLUS EFFICACES POUR LUTTER CONTRE LA CRISE

Huit mesures destinées à combattre la crise économique et financière ont été soumises aux personnes interrogées, qui les ont toutes jugées efficaces, à la majorité absolue¹². Rappelons que c'était déjà le cas au printemps 2013, avec des résultats très similaires à ceux observés dans cette nouvelle enquête de l'automne 2013.

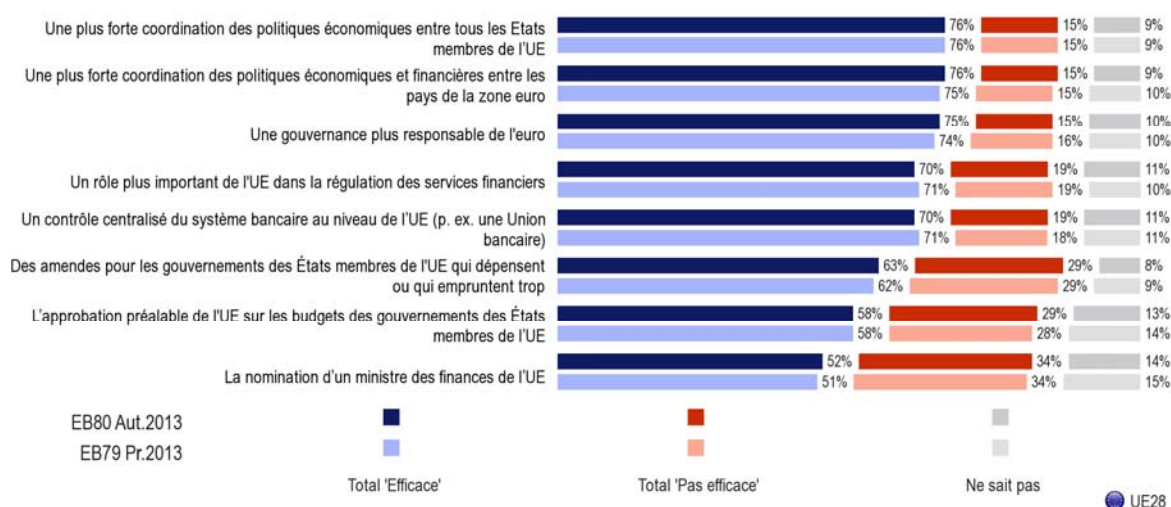
- Ainsi, plus des trois quarts (**76%**, sans changement) des Européens interrogés considèrent **qu'une plus forte coordination des politiques économiques entre tous les Etats membres de l'UE** permettrait de lutter efficacement contre la crise économique et financière actuelle.
- Ils sont aussi nombreux (**76%**, +1 point de pourcentage) à le penser **d'une plus forte coordination des politiques économiques et financières entre les pays de la zone euro**.
- Les personnes qui privilégieraient **une gouvernance plus responsable de l'euro** représentent désormais **75%** de la population européenne, soit un point de plus qu'au printemps 2013.

Les autres mesures présentées sont chacune citées par moins de trois quarts des personnes interrogées. Il s'agit :

- D'un rôle plus important de l'UE dans la régulation des services financiers (70%, -1 point de pourcentage) ;
- D'un contrôle centralisé du système bancaire au niveau de l'UE (70%, -1) ;
- D'amendes pour les gouvernements des Etats membres de l'UE qui dépensent ou qui empruntent trop (63%, +1) ;
- De l'approbation préalable de l'UE sur les budgets des gouvernements des Etats membres de l'UE (58%, sans changement) ;
- De la nomination d'un ministre des finances de l'UE (52%, +1).

¹² QC5. Certaines mesures destinées à combattre la crise financière et économique présente sont actuellement en discussion au sein des institutions européennes. Pour chacune de ces mesures, dites-moi si vous pensez que ce serait une mesure efficace ou pas efficace : Un rôle plus important de l'UE dans la régulation des services financiers ; Une plus forte coordination des politiques économiques entre tous les Etats membres de l'UE ; Une plus forte coordination des politiques économiques et financières entre les pays de la zone euro ; La nomination d'un ministre des finances de l'UE ; L'approbation préalable de l'UE sur les budgets des gouvernements des Etats membres de l'UE ; Une gouvernance plus responsable de l'euro ; Des amendes pour les gouvernements des Etats membres de l'UE qui dépensent ou qui empruntent trop ; Un contrôle centralisé du système bancaire au niveau de l'UE (p. ex. une Union bancaire)

QC5. Certaines mesures destinées à combattre la crise financière et économique présente sont actuellement en discussion au sein des institutions européennes. Pour chacune de ces mesures, dites-moi si vous pensez que ce serait une mesure efficace ou pas efficace.



On observe que la population européenne croit bien davantage à l'efficacité de ces huit mesures au sein de la zone euro. La proportion de réponses « total efficace » y est chaque fois supérieure (de 3 à 15 points de pourcentage) à celle mesurée hors zone euro.

Les Européens considèrent à la majorité absolue dans chacun des 28 pays de l'UE qu'une **plus forte coordination des politiques économiques entre tous les Etats membres de l'UE** contribuerait à lutter efficacement contre la crise (UE28 76%, sans changement depuis le printemps 2013). C'est particulièrement l'avis des personnes interrogées à Chypre (90%, =), en Belgique (89%, +1 point de pourcentage), en Espagne (87%, +7), ainsi qu'aux Pays-Bas (85%, +4) et au Luxembourg (85%, =). Cette opinion est en progression dans 14 Etats membres, surtout en Espagne (87%) et en Estonie (75%), où elle enregistre chaque fois une hausse de sept points de pourcentage depuis le printemps 2013.

Les personnes interrogées sont aussi nombreuses (UE28 76%, +1 point de pourcentage) à penser qu'une **plus forte coordination des politiques économiques et financières entre les pays de la zone euro** permettrait de combattre la crise. Là aussi, une majorité absolue de personnes interrogées dans chaque Etat membre partage cette opinion. Cela se vérifie en particulier à Chypre (90%, +1), en Belgique (87%, +1) et au Luxembourg (85%, -2). Cette mesure progresse dans 14 pays, en particulier à Malte (81%, +6) et en Estonie (75%, +6).

La troisième mesure la plus mentionnée au niveau européen (UE28 75%, +1 point de pourcentage), **une gouvernance plus responsable de l'euro**, est également citée à la majorité absolue dans chacun des 28 Etats membres. On la remarque essentiellement en Slovaquie (90%, +1) et en Espagne (90%, +4), en Belgique (86%, +2) et en Slovénie (85%, -2). On observe une progression de cette mesure dans 16 Etats membres, et un recul dans neuf autres, le plus fortement en Grèce (58%, -10).

L'importance d'un rôle accru de l'Union européenne dans la régulation des services financiers (UE28 70%, -1 point de pourcentage) est, elle aussi, approuvée à la majorité absolue dans les 28 pays de l'Union européenne. C'est avant tout le cas en Belgique (83%, +1), en Espagne (81%, +3) et en Bulgarie (78%, +4). Cette mesure est en progression dans 14 pays.

Un contrôle centralisé du système bancaire au niveau de l'UE (UE28 70%, -1 point de pourcentage) est une mesure approuvée à la majorité absolue par tous les Etats membres de l'Union européenne, à l'exception du Royaume-Uni (47%, -2). Les personnes les plus affirmatives sur ce point ont été interrogées aux Pays-Bas (84%, +2), en Allemagne (83%, sans changement), en Belgique (82%, -2) et en Espagne (79%, +1). Cette mesure progresse dans neuf pays (le plus fortement en Roumanie, 72%, +8) et diminue dans 16 autres (dont la Grèce, 58%, -8).






























La proposition d'amendes infligées aux gouvernements des Etats membres qui dépensent ou qui empruntent trop (UE28 63%, +1 point de pourcentage) est également soutenue à la majorité absolue dans tous les pays de l'Union européenne. Les plus nombreuses à estimer que ce serait une mesure efficace sont les personnes interrogées à Malte (78%, +5), en Slovaquie (75%, -2), en Slovénie (74%, +10), ainsi qu'en Croatie (73%, sans changement) et en Espagne (73%, +4). Cette opinion progresse dans 14 Etats membres, en particulier en Slovénie.

La septième mesure la plus citée au niveau européen (UE28 58%, sans changement), **l'approbation préalable de l'UE sur les budgets des gouvernements des Etats membres de l'UE**, est citée à la majorité absolue dans tous les pays de l'Union européenne, à l'exception du Royaume-Uni (41%, +1 point de pourcentage) et de la France (49%, -5). Les pays où cette mesure bénéficie du plus grand soutien sont la Belgique (72%, =), la Slovaquie (68%, -2) et l'Italie (66%, -1). L'efficacité perçue recule cependant dans 14 pays et reste stable dans six autres.

La nomination d'un ministre des finances de l'UE est la mesure qui partage le plus les citoyens européens : elle serait efficace pour 52% des personnes interrogées (+1 point de pourcentage), contre 34% d'un avis contraire (sans changement). Elle est le plus considérée comme une mesure qui serait efficace en Belgique (62%, =), en Croatie (62%, +2), au Luxembourg (61%, -4), aux Pays-Bas (60%, +2), en Italie (60%, +1) et en Irlande (60%, +4). A l'opposé, les pays où le moins de personnes interrogées la jugeraient efficace sont le Danemark (36%, -4), la République tchèque (41%, +2) et la Grèce (42%, -6). L'efficacité perçue est en progression dans 12 pays, et surtout en Suède (43%, +10).

QC5. Certaines mesures destinées à combattre la crise financière et économique présente sont actuellement en discussion au sein des institutions européennes. Pour chacune de ces mesures, dites-moi si vous pensez que ce serait une mesure efficace ou pas efficace.

Réponse : Total 'Efficace'

		Une plus forte coordination des politiques économiques entre tous les États membres de l'UE	Diff. Aut.2013 - Pr.2013	Une plus forte coordination des politiques économiques et financières entre les pays de la zone euro	Diff. Aut.2013 - Pr.2013	Une gouvernance plus responsable de l'euro	Diff. Aut.2013 - Pr.2013	Un rôle plus important de l'UE dans la régulation des services financiers	Diff. Aut.2013 - Pr.2013	Un contrôle centralisé du système bancaire au niveau de l'UE (p. ex. une Union bancaire)	Diff. Aut.2013 - Pr.2013	Des amendes pour les gouvernements des États membres de l'UE qui dépensent ou qui empruntent trop	Diff. Aut.2013 - Pr.2013	L'approbation préalable de l'UE sur les budgets des gouvernements des États membres de l'UE	Diff. Aut.2013 - Pr.2013	La nomination d'un ministre des finances de l'UE	Diff. Aut.2013 - Pr.2013
	UE28	76%	=	76%	+1	75%	+1	70%	-1	70%	-1	63%	+1	58%	=	52%	+1
	ZONE EURO	80%	=	79%	=	79%	=	75%	+1	76%	-1	64%	=	59%	-1	54%	=
	HORS ZONE EURO	69%	+1	68%	+1	68%	+1	64%	+1	61%	+1	61%	+2	54%	+1	48%	+2
	BE	89%	+1	87%	+1	86%	+2	83%	+1	82%	-2	66%	=	72%	=	62%	=
	BG	78%	-2	76%	-3	77%	-2	78%	+4	74%	+1	70%	+1	61%	-1	57%	+4
	CZ	73%	+2	74%	+4	67%	-1	71%	+1	73%	-1	71%	+2	61%	+1	41%	+2
	DK	77%	+1	72%	=	69%	-3	53%	-6	77%	-1	54%	-4	51%	-2	36%	-4
	DE	84%	=	84%	=	80%	+2	76%	+1	83%	=	54%	-5	59%	=	51%	-1
	EE	75%	+7	75%	+6	78%	+5	65%	+7	66%	+3	59%	-3	51%	=	48%	+5
	IE	76%	=	76%	-1	76%	+2	76%	+1	75%	-3	70%	+7	62%	-2	60%	+4
	EL	77%	-2	72%	-5	58%	-10	65%	-5	58%	-8	54%	-5	51%	-8	42%	-6
	ES	87%	+7	84%	+3	90%	+4	81%	+3	79%	+1	73%	+4	62%	+5	48%	-1
	FR	77%	-3	78%	+1	73%	+1	76%	=	72%	-1	63%	=	49%	-5	53%	-1
	HR	76%	=	76%	=	77%	=	72%	-1	71%	-1	73%	=	65%	=	62%	+2
	IT	71%	-5	72%	-2	75%	-5	70%	-1	69%	-4	70%	=	66%	-1	60%	+1
	CY	90%	=	90%	+1	72%	+1	77%	=	76%	-5	71%	-5	58%	-3	54%	-4
	LV	69%	+1	68%	-3	70%	+2	61%	-1	69%	-3	63%	+2	51%	-3	44%	=
	LT	65%	-4	62%	-4	61%	-5	64%	+1	64%	+2	67%	-3	51%	-6	48%	-1
	LU	85%	=	85%	-2	82%	+3	76%	+1	72%	-6	59%	+2	59%	-6	61%	-4
	HU	68%	+2	67%	+3	67%	+4	68%	+4	63%	+3	62%	+4	62%	+5	56%	+4
	MT	82%	+5	81%	+6	82%	+5	69%	-3	69%	-1	78%	+5	60%	+1	50%	-9
	AT	74%	+1	73%	+3	82%	=	66%	-3	76%	=	65%	-5	58%	+4	48%	-1
	NL	85%	+4	83%	+3	74%	-3	67%	=	84%	+2	56%	-1	56%	=	60%	+2
	PL	75%	-1	73%	-1	76%	+3	69%	+1	65%	=	69%	-2	64%	-2	52%	-4
	PT	79%	-2	79%	-1	82%	-2	77%	-2	78%	-2	71%	+4	60%	-2	53%	-2
	RO	81%	+2	77%	+2	80%	+3	77%	+1	72%	+8	68%	+7	60%	+6	58%	+5
	SI	78%	-2	80%	-3	85%	-2	72%	-5	75%	-4	74%	+10	64%	+2	50%	-3
	SK	81%	-3	79%	-4	90%	+1	77%	-1	78%	-3	75%	-2	68%	-2	52%	=
	FI	71%	+5	74%	+4	79%	+6	67%	+4	75%	+3	67%	+2	56%	-1	51%	+6
	SE	69%	+3	73%	+5	74%	+5	59%	+1	71%	+3	57%	+1	58%	=	43%	+10
	UK	59%	+1	58%	+1	57%	=	53%	=	47%	-2	51%	+4	41%	+1	43%	+2





L'analyse des résultats met en exergue une assez grande homogénéité des réponses selon les différentes variables sociodémographiques testées. Certains critères, néanmoins, semblent avoir une réelle influence. On observe ainsi que les personnes interrogées qui considèrent que leur voix compte dans l'Union européenne, et celles qui pensent que l'UE est à même de défendre ses intérêts économiques sont plus nombreuses à considérer que les différentes mesures testées seraient efficaces. C'est également le cas de celles qui considèrent la mondialisation comme une opportunité, de celles qui estiment que le pire est derrière nous, en ce qui concerne l'impact de la crise sur le marché de l'emploi, et de celles qui pensent que leur pays a besoin de réformes : dans toutes ces catégories, l'efficacité perçue des différentes mesures proposées est supérieure à la moyenne européenne.

On l'observe par exemple pour « **une plus forte coordination des politiques économiques entre tous les Etats membres de l'Union européenne** » (UE28 76%) : cette mesure serait efficace pour 86% des personnes qui disent que leur voix compte dans l'Union européenne (pour 73% de celles qui pensent le contraire) et pour 85% de celles qui pensent que l'UE peut défendre ses intérêts économiques dans l'économie mondiale (pour 68% de celles qui estiment que ce n'est pas le cas). En outre, 85% des personnes pour qui la mondialisation est une opportunité pensent que ce serait une mesure efficace pour combattre la crise (pour 70% de celles qui considèrent que la mondialisation n'est pas une opportunité) et pour 83% des Européens qui considèrent que l'impact de la crise sur l'emploi est derrière nous (pour 71% qui pensent qu'il n'a pas encore atteint son apogée). Enfin, on a davantage tendance à juger que la mesure serait efficace lorsqu'on estime que son pays a besoin de réformes (79%, pour 61% des personnes qui n'estiment pas ces réformes nécessaires).

On relève les mêmes tendances à propos de « l'approbation préalable de l'UE sur les budgets des gouvernements des Etats membres de l'UE » (UE28 : 58%) : les personnes qui considèrent que leur voix compte dans l'Union européenne (69%, pour 54% de celles qui jugent que ce n'est pas le cas), celles qui pensent que l'UE peut défendre ses intérêts économiques dans l'économie mondiale (67%, pour 46% de celles qui sont d'un avis contraire), ou que la mondialisation est une opportunité (67% pour 51% de celles qui ne sont pas d'accord avec cette proposition) sont plus nombreuses à penser que ce serait une mesure efficace pour combattre la crise. C'est également le cas de 66% des Européens qui considèrent que l'impact de la crise sur l'emploi est derrière nous (pour 53% de ceux qui pensent qu'il n'a pas encore atteint son apogée), et de 60% de ceux qui estiment que leur pays a besoin de réformes (pour 43% de ceux qui ne sont pas d'accord).

Malgré ces nuances, les personnes interrogées dans pratiquement toutes les catégories considèrent que les différentes mesures proposées seraient efficaces.

QC5. Certaines mesures destinées à combattre la crise financière et économique présente sont actuellement en discussion au sein des institutions européennes. Pour chacune de ces mesures, dites-moi si vous pensez que ce serait une mesure efficace ou pas efficace.

	Une plus forte coordination des politiques économiques entre tous les Etats membres de l'UE			L'approbation préalable de l'UE sur les budgets des gouvernements des Etats membres de l'UE		
	Total 'Efficace'	Total 'Pas efficace'	Ne sait pas	Total 'Efficace'	Total 'Pas efficace'	Ne sait pas
UE28	76%	15%	9%	58%	29%	13%
 Sexe						
Homme	78%	16%	6%	59%	31%	10%
Femme	74%	15%	11%	56%	28%	16%
 Age						
15-24	77%	12%	11%	60%	24%	16%
25-39	77%	16%	7%	60%	29%	11%
40-54	77%	16%	7%	59%	30%	11%
55 +	74%	16%	10%	52%	32%	16%
 Age de fin d'études						
15-	71%	16%	13%	53%	26%	21%
16-19	75%	16%	9%	58%	28%	14%
20+	81%	14%	5%	59%	34%	7%
Toujours étudiant	80%	11%	9%	62%	24%	14%
 Catégorie socioprofessionnelle						
Indépendants	77%	17%	6%	58%	32%	10%
Cadres	82%	13%	5%	59%	34%	7%
Autres employés	78%	16%	6%	63%	27%	10%
Ouvriers	76%	16%	8%	59%	28%	13%
Hommes/ femmes au foyer	73%	15%	12%	55%	27%	18%
Chômeurs	74%	16%	10%	56%	28%	16%
Retraités	73%	16%	11%	53%	31%	16%
Etudiants	80%	11%	9%	62%	24%	14%
Ma voix compte dans l'UE						
D'accord	86%	10%	4%	69%	23%	8%
Pas d'accord	73%	18%	9%	54%	33%	13%
La mondialisation est une opportunité						
D'accord	85%	11%	4%	67%	25%	8%
Pas d'accord	70%	24%	6%	51%	39%	10%
L'impact de la crise sur l'emploi						
A atteint son apogée	83%	12%	5%	66%	26%	8%
Le pire reste à venir	71%	19%	10%	53%	33%	14%
(NOTRE PAYS) a besoin de réformes						
D'accord	79%	13%	8%	60%	28%	12%
Pas d'accord	61%	32%	7%	43%	48%	9%
L'UE peut défendre ses intérêts économiques						
Plutôt d'accord	85%	11%	4%	67%	25%	8%
Plutôt pas d'accord	68%	27%	5%	46%	45%	9%

V. RÉFORMER LE SYSTÈME ÉCONOMIQUE ET FINANCIER ?

1. DES RÉFORMES NÉCESSAIRES POUR LUTTER CONTRE LA CRISE ET RÉDUIRE LA DETTE PUBLIQUE

Réformer pour affronter le futur

Près de neuf personnes interrogées sur dix (**88%**, -1 point de pourcentage depuis le printemps 2013) pensent que leur pays a besoin de réformes¹³.

Les plus nombreuses à l'affirmer représentent la quasi-totalité de la population à Chypre (99%) et en Finlande (98%). Ce sentiment est également partagé par une très large majorité de personnes interrogées en Bulgarie et en Espagne (93% chacun).

Déficit public et dette

Concernant le déficit public et la dette, la question a été posée en scindant l'échantillon en deux. Deux formulations ont ainsi pu être testées¹⁴ :

- **L'une positive (SPLIT A** – « Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) **ne peuvent pas être retardées** »).
- **L'autre négative (SPLIT B** – « Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) **ne sont pas une priorité pour le moment** »).

Formulation positive :

Les résultats ont très légèrement évolué depuis l'enquête Eurobaromètre Standard du printemps 2013 (EB79). En effet, **77%** (-2 points de pourcentage) des personnes interrogées considèrent que **les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette dans leur pays ne peuvent pas être retardées**, pour 16% (+2) qui pensent le contraire.

Il n'y a quasiment aucune différence entre les pays de la zone euro, et ceux hors zone euro sur cette question : dans les deux cas, 78% des personnes interrogées sont d'accord avec la proposition testée.

¹³ QC4.1. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec la proposition suivante : (NOTRE PAYS) a besoin de réformes pour faire face au futur.

¹⁴ QC4.3. et QC4.4. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec la proposition suivante : Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne peuvent pas être retardées (SI 'SPLIT A') ; Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne sont pas une priorité pour le moment (SI 'SPLIT B').

L'opinion selon laquelle les mesures pour réduire le déficit et la dette ne peuvent être retardées est particulièrement prononcée en République tchèque (87% +4 points de pourcentage depuis le printemps 2013), en Slovaquie (87%, sans changement), à Chypre (87%, -2), en Slovénie (86%, -2), en Suède (85%, +3) et en Allemagne (85%, -1). Elle a diminué très fortement en Grèce (59%, -15), alors qu'elle y avait progressé de huit points entre l'automne 2012 et le printemps 2013. A l'inverse, le sentiment que les mesures de réduction du déficit et de la dette ne peuvent être retardées a progressé de manière sensible au Portugal (80%, +8), en Bulgarie (69%, +7) et aux Pays-Bas (62%, +7).

Formulation négative :

Lorsque la question est formulée différemment (« Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne sont pas une priorité pour le moment »), les résultats sont nettement plus partagés : 42% (sans changement) des personnes interrogées répondent de manière favorable. Elles sont 50% (-1 point de pourcentage) à penser au contraire que ces mesures pour réduire le déficit public et la dette sont une priorité pour le moment.






























Les pays où la population ne considère pas les mesures de réduction du déficit public et de la dette comme prioritaires (réponses « tout à fait d'accord » et « plutôt d'accord ») sont avant tout la Finlande (63%, +2 points de pourcentage), la Lituanie (62%, -5) et l'Estonie (61%, -2). A l'inverse, les plus faibles proportions de personnes qui sont de cet avis sont mesurées à Chypre (15%, sans changement) et à Malte (21%, pays qui enregistre également le plus fort recul : -11).

Les résultats varient assez peu en fonction des variables sociodémographiques. Cependant, on observe quelques variations en fonction de certaines variables d'analyse pour la proposition selon laquelle « les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette dans son pays ne peuvent pas être retardées » (SPLIT A).

Les personnes les plus nombreuses à être d'accord avec cette proposition sont celles qui pensent que leur pays a besoin de réformes (81%, pour 57% de celles qui sont d'un avis contraire) et celles pour qui la mondialisation est une opportunité (85%, pour 73% de celles qui ne l'envisagent pas ainsi). C'est également l'opinion de 83% des personnes qui considèrent que l'UE est à même de défendre ses intérêts économiques dans l'économie mondiale (pour 72% de celles qui pensent le contraire).

QC4. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.

Réponse : Total 'D'accord'

		(NOTRE PAYS) a besoin de réformes pour faire face au futur	Diff. Aut.2013 - Pr.2013	(SPLIT A) Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne peuvent pas être retardées	Diff. Aut.2013 - Pr.2013	(SPLIT B) Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne sont pas une priorité pour le moment	Diff. Aut.2013 - Pr.2013
	UE28	88%	-1	77%	-2	42%	=
	CY	99%	+2	87%	-2	15%	=
	FI	98%	+3	84%	-2	63%	+2
	BG	93%	-3	69%	+7	44%	+2
	ES	93%	+1	71%	-1	40%	-2
	EL	92%	-2	59%	-15	49%	+6
	HR	92%	-1	84%	-4	38%	-5
	IE	91%	-2	81%	=	50%	-1
	LT	91%	-1	82%	=	62%	-5
	SE	91%	-1	85%	+3	50%	-3
	FR	90%	=	77%	-4	33%	+3
	PT	90%	+1	80%	+8	37%	-5
	RO	90%	-1	62%	-7	51%	-1
	HU	89%	=	83%	+1	59%	=
	PL	89%	-2	78%	-2	50%	+1
	SI	89%	-2	86%	-2	53%	+2
	UK	89%	+3	81%	+2	34%	+2
	IT	88%	-1	80%	-3	43%	-6
	NL	87%	=	62%	+7	39%	-6
	DE	86%	-1	85%	-1	42%	+3
	EE	86%	=	72%	+1	61%	-2
	MT	86%	-2	84%	-4	21%	-11
	BE	85%	-3	83%	+1	47%	=
	CZ	84%	+3	87%	+4	44%	+1
	SK	84%	-1	87%	=	38%	-5
	AT	83%	+4	77%	+3	40%	=
	LV	82%	-3	79%	+1	50%	+6
	LU	82%	+3	78%	-2	38%	+3
	DK	56%	-2	74%	=	45%	+1

2. QUELLES MESURES POUR RÉFORMER LE SYSTÈME ÉCONOMIQUE ET FINANCIER ?

Il a ensuite été demandé aux personnes interrogées de s'exprimer sur six mesures qui pourraient être prises par l'Union européenne afin de réformer les marchés financiers mondiaux¹⁵.

Comme on l'observe depuis l'enquête Eurobaromètre Standard de l'automne 2011 (EB76), **une large majorité de personnes interrogées déclare être favorable à cinq des six mesures testées**. Les Européens sont plus partagés sur l'introduction des euro-obligations, mais une majorité relative d'entre eux s'y dit cependant favorable.

En termes d'évolution, la proportion de réponses « favorable » est parfaitement identique à celle enregistrée au printemps 2013 pour cinq des six mesures testées.

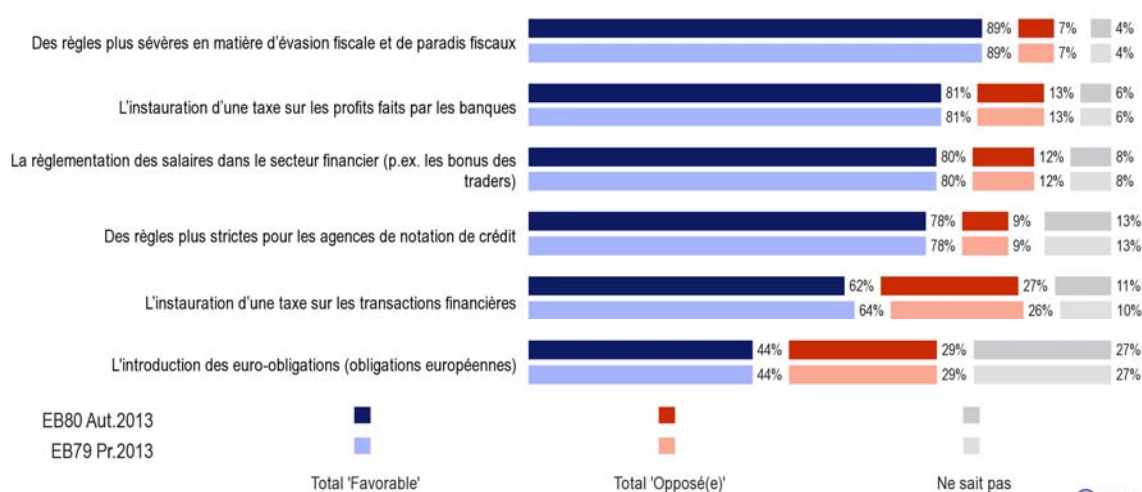
Dans le détail :

89% (sans changement) des Européens souhaiteraient que l'on applique **des règles plus sévères en matière d'évasion fiscale et de paradis fiscaux** et **81%** (=) que l'on instaure **une taxe sur les profits faits par les banques**.

Les personnes interrogées approuveraient également à **80%** (sans changement) **une réglementation des salaires dans le secteur financier** ; et à **78%** (=) **des règles plus strictes pour les agences de notation de crédit**.

Plus de six personnes sur dix (**62%**, -2 points de pourcentage) seraient d'accord pour instaurer **une taxe sur les transactions financières** et plus de quatre sur dix (**44%**, sans changement) approuveraient **l'introduction des euro-obligations**.

QC6. En pensant à la réforme des marchés financiers mondiaux, pouvez-vous me dire si vous êtes favorable ou opposé(e) à chacune de mesures suivantes que l'UE devrait prendre.



¹⁵ QC6. En pensant à la réforme des marchés financiers mondiaux, pouvez-vous me dire si vous êtes favorable ou opposé(e) à chacune de mesures suivantes que l'UE devrait prendre : Des règles plus sévères en matière d'évasion fiscale et de paradis fiscaux ; L'instauration d'une taxe sur les profits faits par les banques ; L'instauration d'une taxe sur les transactions financières ; L'introduction des euro-obligations (obligations européennes) ; Des règles plus strictes pour les agences de notation de crédit ; La réglementation des salaires dans le secteur financier (p.ex. les bonus des traders).

Notons que les Européens interrogés au sein de la zone euro sont plus nombreux qu'en dehors de celle-ci à se dire favorables à cinq des six mesures testées (avec des différences de 3 à 16 points de pourcentage de plus selon les mesures).

On l'observe avant tout pour l'instauration d'une taxe sur les transactions financières (approuvée par 68% de la population dans la zone euro, pour 52% hors zone euro). C'est également le cas pour la réglementation des salaires dans le secteur financier (respectivement 83% et 75%). On le remarque aussi, mais dans une moindre mesure, pour l'instauration d'une taxe sur les profits faits par les banques (83% et 77%), pour des règles plus strictes pour les agences de notation de crédit (80%, pour 75%) et pour des règles plus sévères en matière d'évasion fiscale et de paradis fiscaux (90%, pour 87%). L'introduction des euro-obligations, en revanche, est autant mentionnée dans la zone euro qu'en dehors de celle-ci (44%).

L'instauration de règles plus sévères en matière d'évasion fiscale et de paradis fiscaux (UE28 89%, sans changement), mesure à laquelle les Européens souscriraient le plus volontiers, est en particulier soutenue au Danemark (95%, +1 point de pourcentage), en Espagne (95%, +1), à Chypre (95%, -2), aux Pays-Bas (95%, +1), en Slovaquie (95%, +1) et en Suède (95%, +1). Le soutien progresse dans 12 pays. A l'inverse, la réponse « favorable » a perdu du terrain dans 10 Etats membres. Dans l'ensemble, les évolutions sont assez limitées sur cette mesure.

La Grèce et Chypre sont les deux Etats membres où l'on approuverait le plus **une taxe sur les profits faits par les banques** (UE28 81%, sans changement), avec respectivement 93% (=) et 92% (-1 point de pourcentage) d'opinions favorables. Cette mesure est en recul dans 17 Etats membres et en progression dans huit autres, essentiellement en Bulgarie (85%, +6 points de pourcentage).

La troisième mesure la plus plébiscitée, **une réglementation des salaires dans le secteur financier** (UE28 80%, sans changement), fait surtout consensus en Espagne (91%, +2 points de pourcentage), en Slovénie (90%, -3), en Slovaquie (87%, -1) et en Autriche (87%, =). La proportion de réponses « favorables » diminue dans 14 pays et progresse dans neuf autres, et notamment à Malte (66%), où elle gagne dix points de pourcentage.

Les pays où l'on souscrirait le plus à **des règles plus strictes pour les agences de notation de crédit** (UE28 78%, sans changement) sont la Suède (89%, -2 points de pourcentage), l'Autriche (88%, =), la Belgique (87%, +4) et les Pays-Bas (87%, +1). Le soutien à cette mesure a progressé dans 14 pays. A l'inverse, il a perdu du terrain dans huit Etats membres, le plus fortement au Luxembourg (73%, -11).

C'est en Autriche (84%, -2 points de pourcentage) et en Allemagne (80%, -2) qu'on se dit le plus favorable à **une taxe sur les transactions financières** (UE28 62%, -2). On l'affirme plus volontiers à l'automne 2013 qu'au printemps 2013 dans 12 Etats membres, la plus forte progression concernant la Bulgarie (60%, +6). Si le recul le plus marqué est enregistré en Grèce (62%, -9), le soutien à cette mesure a perdu du terrain dans la moitié des Etats membres (14).






























Quant à **l'introduction des euro-obligations** (UE28 44%, sans changement), elle est citée par plus de six personnes sur dix en Belgique (65%, -6 points de pourcentage) et en Croatie (63%, =). Elle est en recul dans 15 pays, et en progression dans neuf autres. Les plus grandes variations concernent Malte (53%, +11) et le Luxembourg (45%, -10).

Une analyse sociodémographique permet de mettre en valeur certaines variations d'intensité dans le soutien entre les catégories d'Européens : on note ainsi que **les personnes les plus diplômées** sont plus favorables à chacune des mesures proposées. C'est tout particulièrement le cas pour l'introduction des euro-obligations (soutenues par 50% des plus diplômées, pour 37% des moins diplômées) et pour des règles plus strictes pour les agences de notation de crédit (respectivement 83% et 74%). On constate également que les personnes interrogées appartenant aux catégories socioprofessionnelles **les plus favorisées socialement** soutiennent davantage les six propositions pour réformer les marchés financiers.





On note par ailleurs que plus on est « positif » à l'égard de l'Union européenne, plus on est favorable à l'égard des différentes mesures testées : c'est notamment le cas des personnes interrogées qui estiment que leur voix compte au sein de l'Union européenne et celles qui considèrent que l'UE dispose d'assez de pouvoir et d'outils pour défendre ses intérêts économiques dans l'économie mondiale. C'est également le cas des personnes plutôt optimistes, qui pensent que l'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée, qui considèrent la mondialisation comme une opportunité, et de celles qui considèrent que leur pays a besoin de réformes.

QC6. En pensant à la réforme des marchés financiers mondiaux, pouvez-vous me dire si vous êtes favorable ou opposé(e) à chacune de mesures suivantes que l'UE devrait prendre.

Réponse : Total 'Favorable'

		Des règles plus sévères en matière d'évasion fiscale et de paradis fiscaux	Diff. Aut.2013 - Pr.2013	L'instauration d'une taxe sur les profits faits par les banques	Diff. Aut.2013 - Pr.2013	La réglementation des salaires dans le secteur financier (p.ex. les bonus des traders)	Diff. Aut.2013 - Pr.2013	Des règles plus strictes pour les agences de notation de crédit	Diff. Aut.2013 - Pr.2013	L'instauration d'une taxe sur les transactions financières	Diff. Aut.2013 - Pr.2013	L'introduction des euro-obligations (obligations européennes)	Diff. Aut.2013 - Pr.2013
	UE28	89%	=	81%	=	80%	=	78%	=	62%	-2	44%	=
	ZONE EURO	90%	=	83%	=	83%	=	80%	=	68%	-3	44%	=
	HORS ZONE EURO	87%	+1	77%	-1	75%	+1	75%	+2	52%	+1	44%	+1
	BE	92%	+1	82%	-3	86%	=	87%	+4	59%	-7	65%	-6
	BG	88%	+2	85%	+6	82%	+5	73%	+3	60%	+6	53%	+9
	CZ	94%	+1	85%	-4	80%	-1	80%	+1	64%	+1	52%	+3
	DK	95%	+1	72%	-3	66%	=	78%	+1	60%	-2	48%	-2
	DE	94%	=	88%	+2	84%	=	82%	=	80%	-2	25%	-1
	EE	83%	+5	75%	+1	69%	+1	77%	+4	45%	=	30%	-7
	IE	87%	=	81%	-3	84%	-1	82%	+1	42%	-6	55%	-1
	EL	94%	=	93%	=	79%	-5	84%	-5	62%	-9	58%	-4
	ES	95%	+1	82%	-3	91%	+2	85%	+4	66%	-4	49%	+8
	FR	88%	-2	82%	-1	83%	-1	75%	=	68%	-4	48%	=
	HR	90%	=	88%	-2	85%	+1	83%	-2	69%	-1	63%	=
	IT	81%	-1	75%	-4	73%	-1	74%	-3	67%	-3	54%	-1
	CY	95%	-2	92%	-1	78%	-4	83%	=	57%	-4	34%	-4
	LV	74%	-4	66%	-4	71%	-3	74%	-2	48%	-4	33%	-3
	LT	84%	+1	82%	-1	74%	-1	78%	+1	64%	=	44%	+5
	LU	79%	-3	73%	=	76%	-6	73%	-11	52%	+3	45%	-10
	HU	89%	-1	79%	-5	82%	=	84%	+1	40%	-3	59%	+4
	MT	90%	+4	56%	+1	66%	+10	70%	+4	41%	+5	53%	+11
	AT	92%	-2	83%	+1	87%	=	88%	=	84%	-2	46%	+7
	NL	95%	+1	76%	-1	83%	+2	87%	+1	36%	+1	37%	=
	PL	77%	-1	75%	-1	72%	-4	65%	=	53%	-2	49%	-2
	PT	87%	-2	87%	=	85%	-2	77%	-4	72%	+2	55%	-2
	RO	92%	+3	82%	+4	74%	+7	65%	+6	65%	+4	54%	+8
	SI	92%	-2	86%	+3	90%	-3	86%	=	57%	+2	46%	-1
	SK	95%	+1	83%	-3	87%	-1	85%	+1	69%	+1	53%	=
	FI	93%	=	79%	+2	85%	+4	79%	-4	59%	+4	36%	-2
	SE	95%	+1	79%	-1	74%	-1	89%	-2	54%	+2	40%	+1
	UK	87%	=	75%	-2	77%	+5	79%	+2	43%	+2	32%	-3












QC6. En pensant à la réforme des marchés financiers mondiaux, pouvez-vous me dire si vous êtes favorable ou opposé(e) à chacune de mesures suivantes que l'UE devrait prendre.

	Des règles plus sévères en matière d'évasion fiscale et de paradis fiscaux		L'instauration d'une taxe sur les profits faits par les banques		La réglementation des salaires dans le secteur financier (p.ex. les bonus des traders)		Des règles plus strictes pour les agences de notation de crédit		L'instauration d'une taxe sur les transactions financières		L'introduction des euro-obligations (obligations européennes)	
	Total 'Favorable'	Total 'Opposé(e)'	Total 'Favorable'	Total 'Opposé(e)'	Total 'Favorable'	Total 'Opposé(e)'	Total 'Favorable'	Total 'Opposé(e)'	Total 'Favorable'	Total 'Opposé(e)'	Total 'Favorable'	Total 'Opposé(e)'
UE28	89%	7%	81%	13%	80%	12%	78%	9%	62%	27%	44%	29%
 Sexe												
Homme	89%	8%	82%	14%	81%	13%	80%	10%	64%	28%	48%	31%
Femme	88%	7%	79%	13%	80%	11%	77%	8%	60%	26%	41%	28%
 Age												
15-24	84%	10%	77%	16%	77%	14%	73%	11%	56%	31%	43%	26%
25-39	89%	7%	81%	14%	81%	12%	78%	11%	62%	29%	47%	29%
40-54	91%	7%	82%	13%	81%	13%	82%	8%	64%	27%	47%	30%
55 +	89%	6%	81%	12%	80%	11%	77%	8%	64%	23%	41%	30%
 Age de fin d'études												
15-	88%	7%	78%	13%	79%	10%	74%	8%	63%	22%	37%	28%
16-19	90%	6%	82%	12%	82%	11%	79%	9%	63%	26%	44%	30%
20+	92%	6%	82%	14%	83%	13%	83%	9%	64%	29%	50%	30%
Toujours étudiant	84%	11%	75%	17%	77%	14%	73%	11%	55%	33%	45%	27%
 Catégorie socioprofessionnelle												
Indépendants	90%	8%	83%	13%	81%	14%	83%	9%	63%	30%	49%	30%
Cadres	94%	4%	83%	13%	83%	14%	84%	10%	65%	27%	48%	31%
Autres employés	90%	7%	83%	13%	82%	12%	80%	10%	62%	30%	50%	28%
Ouvriers	89%	8%	80%	14%	80%	12%	78%	10%	64%	27%	44%	31%
Hommes/ femmes au foyer	86%	8%	77%	14%	75%	14%	73%	11%	60%	24%	39%	27%
Chômeurs	88%	8%	81%	12%	82%	11%	78%	8%	60%	27%	45%	25%
Retraités	90%	5%	81%	12%	81%	10%	77%	7%	64%	23%	39%	32%
Etudiants	84%	11%	75%	17%	77%	14%	73%	11%	55%	33%	45%	27%
Ma voix compte dans l'UE												
D'accord	92%	6%	83%	13%	83%	13%	84%	9%	68%	25%	54%	27%
Pas d'accord	89%	7%	81%	13%	81%	12%	78%	9%	61%	28%	42%	31%
La mondialisation est une opportunité												
D'accord	92%	6%	83%	14%	83%	13%	84%	8%	66%	28%	51%	30%
Pas d'accord	87%	10%	81%	14%	80%	14%	77%	13%	64%	28%	42%	35%
L'impact de la crise sur l'emploi												
A atteint son apogée	93%	5%	83%	13%	83%	12%	84%	8%	64%	28%	52%	27%
Le pire reste à venir	88%	8%	80%	14%	80%	12%	76%	11%	61%	28%	41%	32%
(NOTRE PAYS) a besoin de réformes												
D'accord	91%	6%	83%	12%	83%	11%	80%	9%	64%	26%	46%	28%
Pas d'accord	76%	21%	67%	29%	67%	27%	66%	22%	53%	41%	34%	46%
L'UE peut défendre ses intérêts économiques												
Plutôt d'accord	92%	6%	84%	12%	84%	11%	83%	8%	67%	26%	52%	27%
Plutôt pas d'accord	87%	11%	78%	18%	78%	17%	77%	14%	59%	34%	38%	41%

Le tableau suivant fait apparaître les résultats par critères sociodémographiques dans l'ensemble de l'Union européenne (UE28) en moyenne, dans les six plus grands pays de l'UE, ainsi que dans quatre pays particulièrement touchés par la crise économique.

QC6.4 En pensant à la réforme des marchés financiers mondiaux, pouvez-vous me dire si vous êtes favorable ou opposé(e) à chacune de mesures suivantes que l'UE devrait prendre.

L'introduction des euro-obligations (obligations européennes)
Réponse: Total 'Favorable'

	UE28	DE	ES	FR	IT	PL	UK	EL	PT	IE	CY
											
	44%	25%	49%	48%	54%	49%	32%	58%	55%	55%	34%
Sexe											
Homme	48%	29%	55%	56%	55%	51%	38%	60%	56%	60%	42%
Femme	41%	22%	43%	41%	53%	46%	27%	56%	53%	51%	27%
Age											
15-24	43%	23%	50%	33%	53%	53%	31%	61%	56%	44%	43%
25-39	47%	25%	53%	48%	57%	51%	34%	56%	60%	58%	31%
40-54	47%	29%	52%	57%	56%	51%	37%	59%	61%	62%	34%
55 +	41%	24%	42%	48%	50%	43%	27%	57%	45%	52%	30%
Age de fin d'études											
15-	37%	21%	44%	41%	44%	34%	22%	50%	48%	44%	21%
16-19	44%	26%	47%	47%	58%	44%	30%	60%	64%	48%	30%
20+	50%	27%	61%	55%	64%	59%	44%	62%	64%	68%	40%
Etudiants	45%	25%	49%	37%	53%	51%	36%	60%	55%	58%	49%
Catégorie socioprofessionnelle											
Indépendants	49%	35%	52%	47%	56%	52%	39%	62%	66%	69%	30%
Cadres	48%	27%	76%	52%	69%	64%	49%	61%	75%	75%	36%
Autres employés	50%	28%	60%	46%	66%	51%	36%	63%	69%	58%	47%
Ouvriers	44%	24%	53%	55%	45%	52%	26%	52%	58%	53%	25%
Hommes/ femmes au foyer	39%	18%	36%	33%	45%	57%	22%	52%	50%	43%	20%
Chômeurs	45%	33%	48%	47%	54%	42%	32%	56%	51%	48%	28%
Retraités	39%	22%	41%	48%	51%	41%	24%	60%	42%	48%	34%
Etudiants	45%	25%	49%	37%	53%	51%	36%	60%	55%	58%	49%

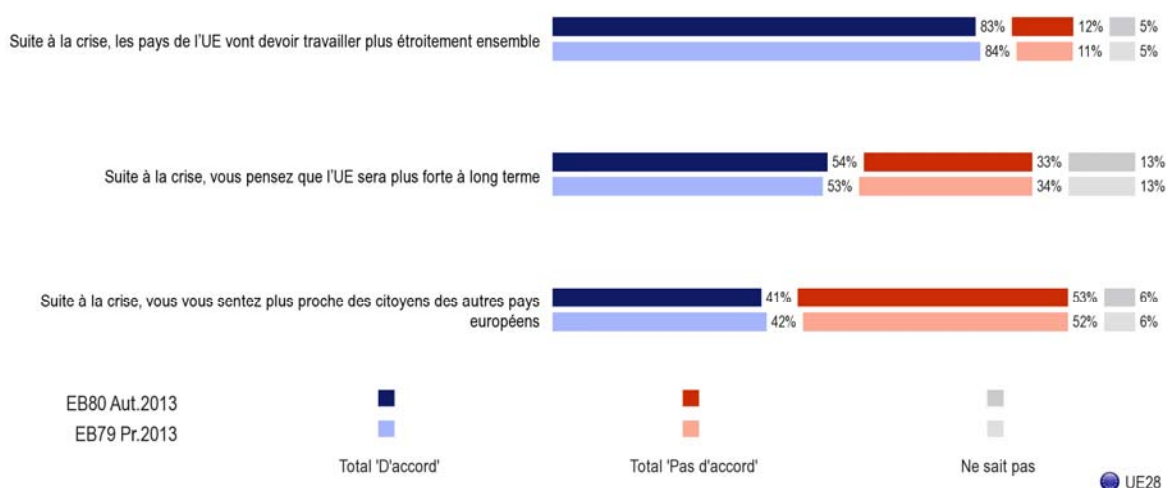
VI. L'IMPACT À VENIR DE LA CRISE SUR L'UNION EUROPÉENNE ET LES EUROPÉENS

- L'UE sortira de la crise plus forte et plus unie, même si les Européens ne se sentent pas pour autant plus proches les uns des autres -

Plusieurs questions sur les conséquences de la crise économique et financière ont été posées aux personnes interrogées¹⁶.

Comme lors de la dernière enquête Eurobaromètre du printemps 2013 (EB79), les évolutions sont limitées : elles ne dépassent pas un point de pourcentage pour chaque proposition testée.

QC4. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.



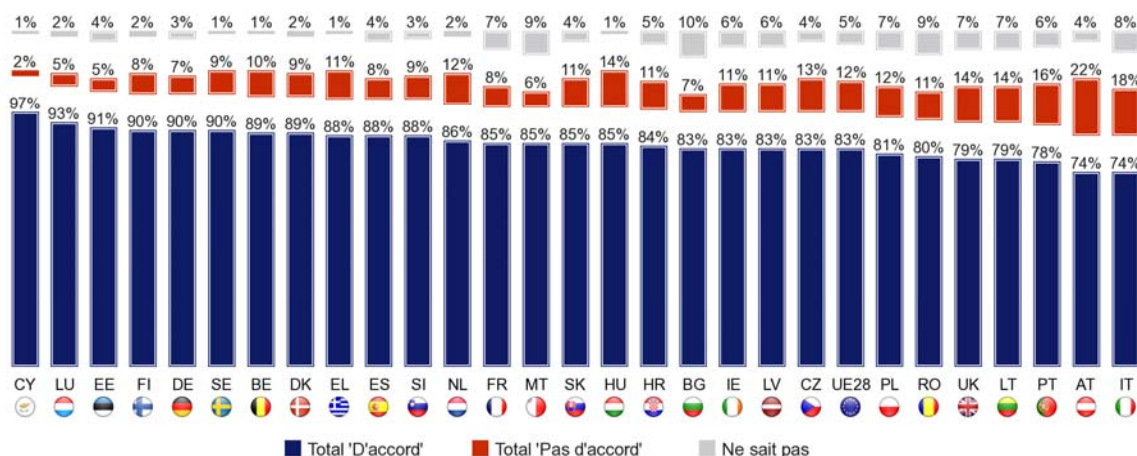
Plus de huit personnes sur dix (**83%**, -1 point de pourcentage depuis le printemps 2013) considèrent toujours que, suite à la crise, **les pays de l'UE vont devoir collaborer davantage** (pour 12%, +1, qui pensent le contraire).

Les personnes interrogées sont même plus de neuf sur dix à être de cet avis à Chypre (97%, +3 points de pourcentage), au Luxembourg (93%, +1) et en Estonie (91%, +4). En Autriche (74%, sans changement) et en Italie (74%, -5), moins des trois-quarts des personnes interrogées estiment que les pays de l'UE vont devoir collaborer plus étroitement suite à la crise. C'est en Finlande que ce sentiment a le plus progressé (90%, +6) et en Slovaquie qu'il a le plus diminué (88%, -6).

¹⁶ QC4.6. à QC4.8. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes : Suite à la crise, vous pensez que l'UE sera plus forte à long terme ; Suite à la crise, vous vous sentez plus proche des citoyens des autres pays européens ; Suite à la crise, les pays de l'UE vont devoir travailler plus étroitement ensemble

QC4.8. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.

Suite à la crise, les pays de l'UE vont devoir travailler plus étroitement ensemble

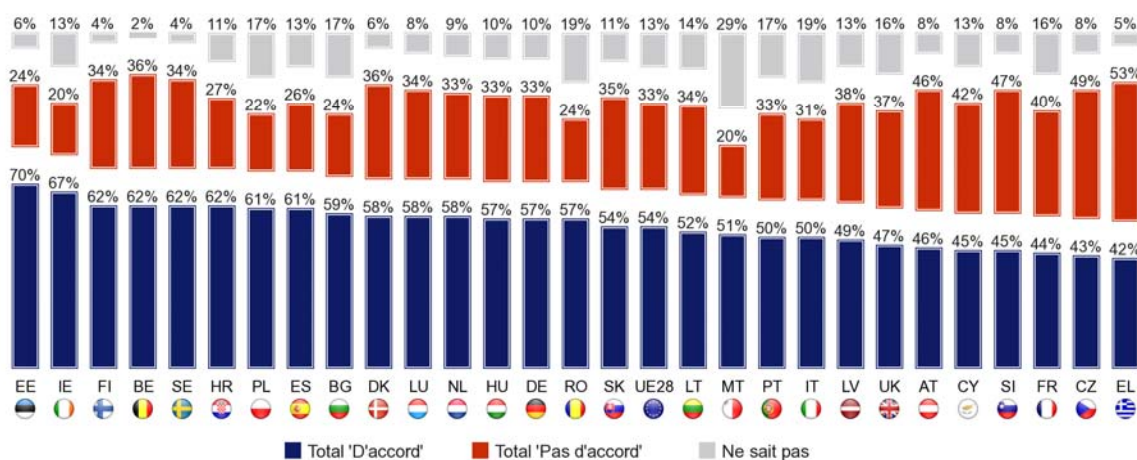


Une majorité absolue d'Européens (54%, +1 point de pourcentage) estime également que, suite à la crise, **l'UE sera plus forte à long terme**, pour un tiers (33%, -1) qui est d'un avis contraire.

Cette opinion est partagée par 70% des personnes interrogées en Estonie (+5 points de pourcentage), 67% en Irlande (+7), ainsi que 62% en Belgique (+1), en Finlande (+2), en Suède (+3) et en Croatie (sans changement). Ce sentiment est majoritaire dans 24 Etats membres. Il a progressé dans 15 pays depuis le printemps 2013, et plus particulièrement à Chypre (45%, +8) et en Irlande (67%, +7). Le recul le plus important est observé en Italie (50%, -8).

QC4.6. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.

Suite à la crise, vous pensez que l'UE sera plus forte à long terme



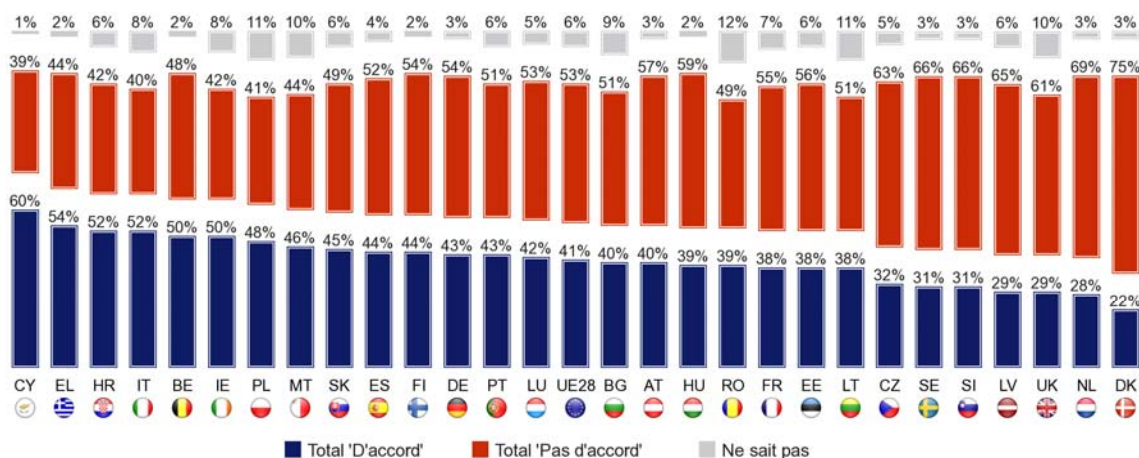
Enfin, une majorité d'Européens (53%, +1 point de pourcentage) **ne se sent pas plus proche des citoyens des autres pays de l'UE** suite à la crise (pour 41%, -1, qui pensent le contraire).

Le fait de ne pas se sentir proche des autres citoyens européens est un sentiment partagé par une majorité de personnes interrogées dans 20 Etats membres, en particulier au Danemark (75% « pas d'accord », sans changement), aux Pays-Bas (69%, +5 points de pourcentage), en Suède (66%, +2) et en Slovaquie (66%, +1). Il est en progression dans 14 pays, et en particulier au Luxembourg (53%, +8).






























Les personnes qui ressentent une plus grande proximité à l'égard des citoyens des autres Etats membres ont été interrogées à Chypre (60% « d'accord », +2 points de pourcentage), en Grèce (54%, -7), ainsi qu'en Croatie (52%, première fois que l'item était posé dans ce pays) et en Italie (52%, -5). Cette opinion est également majoritaire en Irlande (50%, +2, contre 42%, -2), en Pologne (48%, -1, contre 41%, -1), à Malte (46%, +1, contre 44%, +6) et en Belgique (50%, -3, contre 48%, +2).

QC4.7. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.

Suite à la crise, vous vous sentez plus proche des citoyens des autres pays européens



QC4. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes. Suite à la crise, ...





		...les pays de l'UE vont devoir travailler plus étroitement ensemble				...vous pensez que l'UE sera plus forte à long terme				...vous vous sentez plus proche des citoyens des autres pays européens			
		Total 'D'accord'	Diff. Aut.2013 - Pr.2013	Total 'Pas d'accord'	Diff. Aut.2013 - Pr.2013	Total 'D'accord'	Diff. Aut.2013 - Pr.2013	Total 'Pas d'accord'	Diff. Aut.2013 - Pr.2013	Total 'D'accord'	Diff. Aut.2013 - Pr.2013	Total 'Pas d'accord'	Diff. Aut.2013 - Pr.2013
	UE28	83%	-1	12%	+1	54%	+1	33%	-1	41%	-1	53%	+1
	BE	89%	-1	10%	+1	62%	+1	36%	+2	50%	-3	48%	+2
	BG	83%	-3	7%	+1	59%	+6	24%	+2	40%	=	51%	=
	CZ	83%	+1	13%	-1	43%	=	49%	-1	32%	-3	63%	+3
	DK	89%	+1	9%	-1	58%	-2	36%	=	22%	-1	75%	=
	DE	90%	-1	7%	=	57%	+2	33%	-2	43%	+3	54%	-3
	EE	91%	+4	5%	-4	70%	+5	24%	-3	38%	+3	56%	-2
	IE	83%	+4	11%	-3	67%	+7	20%	-5	50%	+2	42%	-2
	EL	88%	+2	11%	-1	42%	-5	53%	+7	54%	-7	44%	+7
	ES	88%	-2	8%	+1	61%	+5	26%	-3	44%	=	52%	+3
	FR	85%	=	8%	=	44%	-3	40%	+1	38%	-5	55%	+6
	HR	84%	ND	11%	ND	62%	=	27%	=	52%	ND	42%	ND
	IT	74%	-5	18%	=	50%	-8	31%	+3	52%	-5	40%	+4
	CY	97%	+3	2%	-3	45%	+8	42%	-7	60%	+2	39%	-1
	LV	83%	-2	11%	+1	49%	-4	38%	+2	29%	-1	65%	+2
	LT	79%	-3	14%	+2	52%	-4	34%	+4	38%	-3	51%	+1
	LU	93%	+1	5%	-1	58%	=	34%	-1	42%	-9	53%	+8
	HU	85%	-3	14%	+5	57%	+4	33%	-3	39%	+2	59%	=
	MT	85%	+3	6%	+1	51%	-5	20%	+3	46%	+1	44%	+6
	AT	74%	=	22%	+1	46%	-2	46%	+3	40%	+3	57%	-3
	NL	86%	+1	12%	-1	58%	+1	33%	-1	28%	-6	69%	+5
	PL	81%	=	12%	+1	61%	-3	22%	-2	48%	-1	41%	-1
	PT	78%	-4	16%	+4	50%	-6	33%	+6	43%	-2	51%	+3
	RO	80%	+3	11%	-1	57%	+3	24%	-2	39%	=	49%	-1
	SI	88%	-6	9%	+4	45%	+2	47%	-2	31%	-2	66%	+1
	SK	85%	-3	11%	+2	54%	+3	35%	-3	45%	+2	49%	-3
	FI	90%	+6	8%	-5	62%	+2	34%	-2	44%	+4	54%	-5
	SE	90%	+2	9%	-1	62%	+3	34%	-2	31%	-2	66%	+2
	UK	79%	+4	14%	-4	47%	+3	37%	-6	29%	-1	61%	=

* ND: données non disponibles

L'analyse sociodémographique montre que les Européens qui déclarent que les Etats membres de l'Union européenne vont devoir travailler plus étroitement ensemble (UE28 83%), estiment davantage que leur voix compte dans l'UE (91%, pour 81% de celles qui pensent le contraire) et pensent également davantage que l'Union européenne a suffisamment de pouvoir et d'outils pour défendre ses intérêts économiques (90%, pour 77% de celles qui ne le croient pas).

C'est également davantage l'opinion des Européens qui estiment que la mondialisation est une opportunité (91%, pour 76% de ceux qui pensent le contraire) et de ceux qui pensent que leur pays a besoin de réformes (86%, pour 68% qui disent que ce n'est pas le cas).
















QC4. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes. Suite à la crise, ...

	...les pays de l'UE vont devoir travailler plus étroitement ensemble			...vous pensez que l'UE sera plus forte à long terme			...vous vous sentez plus proche des citoyens des autres pays européens		
	Total 'D'accord'	Total 'Pas d'accord'	Ne sait pas	Total 'D'accord'	Total 'Pas d'accord'	Ne sait pas	Total 'D'accord'	Total 'Pas d'accord'	Ne sait pas
UE28	83%	12%	5%	54%	33%	13%	41%	53%	6%
 Sexe									
Homme	84%	12%	4%	57%	33%	10%	42%	53%	5%
Femme	82%	12%	6%	51%	33%	16%	41%	51%	8%
 Age									
15-24	84%	10%	6%	56%	32%	12%	41%	51%	8%
25-39	84%	12%	4%	56%	33%	11%	42%	53%	5%
40-54	84%	12%	4%	55%	33%	12%	42%	52%	6%
55 +	81%	12%	7%	51%	33%	16%	40%	53%	7%
 Age de fin d'études									
15-	78%	13%	9%	47%	34%	19%	38%	54%	8%
16-19	82%	13%	5%	53%	34%	13%	40%	53%	7%
20+	88%	9%	3%	59%	31%	10%	45%	51%	4%
Toujours étudiant	86%	9%	5%	58%	30%	12%	44%	49%	7%
 Catégorie socioprofessionnelle									
Indépendants	83%	13%	4%	54%	32%	14%	43%	51%	6%
Cadres	89%	9%	2%	59%	31%	10%	45%	51%	4%
Autres employés	84%	12%	4%	58%	31%	11%	42%	52%	6%
Ouvriers	83%	12%	5%	53%	35%	12%	40%	55%	5%
Hommes/ femmes au foyer	80%	13%	7%	51%	32%	17%	42%	51%	7%
Chômeurs	82%	12%	6%	49%	37%	14%	38%	55%	7%
Retraités	82%	11%	7%	50%	33%	17%	40%	52%	8%
Etudiants	86%	9%	5%	58%	30%	12%	44%	49%	7%
Ma voix compte dans l'UE									
D'accord	91%	6%	3%	72%	20%	8%	58%	38%	4%
Pas d'accord	81%	14%	5%	47%	39%	14%	35%	59%	6%
La mondialisation est une opportunité									
D'accord	91%	7%	2%	66%	26%	8%	49%	47%	4%
Pas d'accord	76%	19%	5%	41%	48%	11%	36%	60%	4%
L'impact de la crise sur l'emploi									
A atteint son apogée	90%	7%	3%	70%	21%	9%	48%	47%	5%
Le pire reste à venir	79%	15%	6%	42%	44%	14%	36%	58%	6%
(NOTRE PAYS) a besoin de réformes									
D'accord	86%	10%	4%	56%	32%	12%	43%	52%	5%
Pas d'accord	68%	29%	3%	41%	51%	8%	32%	64%	4%
L'UE peut défendre ses intérêts économiques									
Plutôt d'accord	90%	8%	2%	67%	24%	9%	51%	45%	4%
Plutôt pas d'accord	77%	20%	3%	33%	59%	8%	28%	69%	3%

Les tableaux suivants font apparaître les résultats par critères sociodémographiques dans l'ensemble de l'Union européenne (UE28) en moyenne, dans les six plus grands pays de l'UE, ainsi que dans quatre pays particulièrement touchés par la crise économique.

QC4.6. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.












Suite à la crise, vous pensez que l'UE sera plus forte à long terme
Réponse: Total 'D'accord'

	UE28	DE	ES	FR	IT	PL	UK	EL	PT	IE	CY
											
	54%	57%	64%	44%	50%	61%	47%	42%	50%	67%	45%
 Sexe											
Homme	57%	62%	63%	49%	50%	63%	52%	44%	54%	68%	51%
Femme	51%	52%	60%	40%	51%	61%	43%	40%	47%	67%	39%
 Age											
15-24	56%	52%	62%	45%	51%	69%	56%	47%	58%	61%	53%
25-39	56%	59%	63%	42%	53%	64%	51%	40%	56%	67%	45%
40-54	55%	60%	66%	45%	50%	61%	48%	44%	49%	69%	41%
55 +	51%	55%	55%	46%	48%	56%	42%	39%	45%	68%	43%
 Age de fin d'études											
15-	47%	50%	59%	38%	42%	46%	38%	39%	48%	67%	38%
16-19	53%	57%	60%	41%	53%	59%	47%	41%	51%	63%	40%
20+	59%	63%	66%	48%	58%	68%	56%	42%	58%	73%	50%
Toujours étudiant	58%	56%	63%	54%	51%	74%	53%	53%	60%	65%	58%
 Catégorie socioprofessionnelle											
Indépendants	54%	69%	67%	35%	45%	54%	46%	49%	48%	71%	24%
Cadres	59%	65%	55%	51%	62%	57%	54%	36%	61%	75%	61%
Autres employés	58%	56%	75%	38%	65%	64%	50%	39%	57%	71%	56%
Ouvriers	53%	56%	63%	43%	51%	64%	46%	36%	50%	65%	45%
Hommes/ femmes au foyer	51%	50%	58%	36%	47%	77%	41%	45%	63%	64%	39%
Chômeurs	49%	53%	57%	43%	37%	51%	55%	36%	50%	65%	33%
Retraités	50%	54%	59%	46%	47%	59%	41%	40%	41%	64%	46%
Etudiants	58%	56%	63%	54%	51%	74%	53%	53%	60%	65%	58%

QC4.7. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.

Suite à la crise, vous vous sentez plus proche des citoyens des autres pays européens

Réponse: Total 'D'accord'

	UE28 	DE 	ES 	FR 	IT 	PL 	UK 	EL 	PT 	IE 	CY 
	41%	43%	44%	38%	52%	48%	29%	54%	43%	50%	60%
Sexe											
Homme	42%	45%	44%	37%	48%	48%	32%	56%	45%	51%	62%
Femme	41%	41%	45%	39%	54%	49%	25%	51%	41%	48%	59%
Age											
15-24	41%	40%	45%	31%	48%	48%	31%	62%	49%	42%	59%
25-39	42%	44%	46%	39%	51%	50%	31%	51%	47%	51%	65%
40-54	42%	40%	46%	38%	53%	52%	31%	59%	47%	47%	56%
55 +	40%	46%	41%	40%	51%	44%	25%	49%	35%	55%	60%
Age de fin d'études											
15-	38%	38%	40%	34%	48%	37%	26%	44%	39%	46%	54%
16-19	40%	40%	44%	37%	51%	48%	27%	58%	49%	47%	57%
20+	45%	51%	50%	43%	56%	52%	33%	53%	48%	56%	66%
Toujours étudiant	44%	46%	48%	30%	50%	52%	37%	65%	47%	44%	63%
Catégorie socioprofessionnelle											
Indépendants	43%	45%	63%	34%	45%	47%	27%	58%	47%	52%	57%
Cadres	45%	53%	49%	46%	60%	47%	37%	60%	52%	57%	68%
Autres employés	42%	37%	47%	33%	58%	51%	22%	59%	50%	56%	63%
Ouvriers	40%	36%	45%	39%	54%	52%	27%	51%	45%	49%	62%
Hommes/ femmes au foyer	42%	39%	40%	33%	51%	63%	25%	53%	53%	46%	51%
Chômeurs	38%	36%	41%	36%	42%	38%	36%	47%	40%	44%	54%
Retraités	40%	45%	40%	40%	50%	45%	26%	50%	34%	55%	63%
Etudiants	44%	46%	48%	30%	50%	52%	37%	65%	47%	44%	63%

EUROBAROMÈTRE STANDARD 80

Les Européens, l'Union européenne et la crise

SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES

Entre le 2 et le 17 novembre 2013, TNS opinion & social, un consortium créé entre TNS plc et TNS opinion, a réalisé la vague 80.1 de l'enquête EUROBAROMÈTRE à la demande de la COMMISSION EUROPÉENNE, direction générale de la communication, unité « Stratégie, actions de communication corporate et Eurobaromètre ».

La vague 80.1 est l'enquête EUROBAROMÈTRE STANDARD 80 et couvre la population de 15 ans et plus ayant la nationalité d'un des Pays membres de l'Union européenne et résidant dans un des Pays membres de l'Union européenne.

L'enquête EUROBAROMETRE STANDARD 80 a été conduite également dans les cinq pays candidats (la Turquie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, l'Islande, le Monténégro et la Serbie) et en Communauté chypriote turque. Dans ces pays, l'étude a couvert la population nationale et les citoyens de tous les Etats membres résidant dans ces pays et ayant une maîtrise de la langue nationale suffisante pour répondre au questionnaire.

Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les Etats participant à cette étude est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

A cette fin, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des "unités régionales administratives", après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des pays participant à l'étude, selon les EUROSTAT-NUTS II (ou équivalent) et selon la distribution de la population habitant dans le pays en termes de zones métropolitaines, urbaines et rurales. Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été tirée de manière aléatoire. D'autres adresses (chaque Nième adresse) ont ensuite été sélectionnées par une procédure de "random route" à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement (suivant la règle du "plus proche anniversaire"). Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée. En ce qui concerne la technique de collecte de données, le système CAPI (*Computer Assisted Personal Interview*) a été utilisé dans tous les pays où cela était possible.

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT ou provenant des Instituts nationaux de Statistique. Pour tous les pays couverts par l'étude, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays le sexe, l'âge, les régions et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (i.e. les moyennes UE), TNS Opinion & Social recourt aux chiffres officiels de population, publiés par EUROSTAT ou les instituts nationaux de Statistique. Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci-dessous.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1.000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

Marges statistiques dues au processus d'échantillonnage
(au niveau de confiance de 95%)

tailles d'échantillon en lignes

résultats observés en colonnes

	5%	10%	15%	20%	25%	30%	35%	40%	45%	50%	
	95%	90%	85%	80%	75%	70%	65%	60%	55%	50%	
N=50	6,0	8,3	9,9	11,1	12,0	12,7	13,2	13,6	13,8	13,9	N=50
N=500	1,9	2,6	3,1	3,5	3,8	4,0	4,2	4,3	4,4	4,4	N=500
N=1000	1,4	1,9	2,2	2,5	2,7	2,8	3,0	3,0	3,1	3,1	N=1000
N=1500	1,1	1,5	1,8	2,0	2,2	2,3	2,4	2,5	2,5	2,5	N=1500
N=2000	1,0	1,3	1,6	1,8	1,9	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2	N=2000
N=3000	0,8	1,1	1,3	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	1,8	1,8	N=3000
N=4000	0,7	0,9	1,1	1,2	1,3	1,4	1,5	1,5	1,5	1,5	N=4000
N=5000	0,6	0,8	1,0	1,1	1,2	1,3	1,3	1,4	1,4	1,4	N=5000
N=6000	0,6	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2	1,2	1,2	1,3	1,3	N=6000
N=7000	0,5	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2	1,2	N=7000
N=7500	0,5	0,7	0,8	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	N=7500
N=8000	0,5	0,7	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	N=8000
N=9000	0,5	0,6	0,7	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0	N=9000
N=10000	0,4	0,6	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0	N=10000
N=11000	0,4	0,6	0,7	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	N=11000
N=12000	0,4	0,5	0,6	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	N=12000
N=13000	0,4	0,5	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	N=13000
N=14000	0,4	0,5	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	N=14000
N=15000	0,3	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	N=15000
	5%	10%	15%	20%	25%	30%	35%	40%	45%	50%	
	95%	90%	85%	80%	75%	70%	65%	60%	55%	50%	

ABR.	PAYS	INSTITUTS	N° INTERVIEWS	DATES TERRAIN		POPULATION 15+	PROPORTION UE28
BE	Belgique	TNS Dimarso	1.063	2/11/13	17/11/13	8.939.546	2,16%
BG	Bulgarie	TNS BBSS	1.027	2/11/13	11/11/13	6.537.510	1,58%
CZ	Rép. Tchèque	TNS Aisa	1.000	2/11/13	13/11/13	9.012.443	2,18%
DK	Danemark	TNS Gallup DK	1.001	2/11/13	17/11/13	4.561.264	1,10%
DE	Allemagne	TNS Infratest	1.543	2/11/13	17/11/13	64.336.389	15,57%
EE	Estonie	TNS Emor	1.004	2/11/13	17/11/13	945.733	0,23%
IE	Irlande	IMS Millward Brown	1.004	3/11/13	17/11/13	3.522.000	0,85%
EL	Grèce	TNS ICAP	1.000	2/11/13	16/11/13	8.693.566	2,10%
ES	Espagne	TNS Spain	1.012	2/11/13	17/11/13	39.127.930	9,47%
FR	France	TNS Sofres	1.027	2/11/13	17/11/13	47.756.439	11,56%
HR	Croatie	Puls	1.000	2/11/13	16/11/13	3.749.400	0,91%
IT	Italie	TNS Italia	1.000	2/11/13	14/11/13	51.862.391	12,55%
CY	Rép. de Chypre	Synovate	503	2/11/13	17/11/13	838.897	0,20%
LV	Lettonie	TNS Latvia	1.007	2/11/13	17/11/13	1.447.866	0,35%
LT	Lituanie	TNS LT	1.030	2/11/13	17/11/13	2.829.740	0,69%
LU	Luxembourg	TNS ILReS	508	2/11/13	12/11/13	434.878	0,11%
HU	Hongrie	TNS Hoffmann	1.000	2/11/13	17/11/13	8.320.614	2,01%
MT	Malte	MISCO	500	2/11/13	17/11/13	335.476	0,08%
NL	Pays-Bas	TNS NIPO	1.019	2/11/13	17/11/13	13.371.980	3,24%
AT	Autriche	Österreichisches Gallup-Institut	1.032	2/11/13	17/11/13	7.009.827	1,70%
PL	Pologne	TNS Polska	1.000	2/11/13	17/11/13	32.413.735	7,85%
PT	Portugal	TNS Portugal	1.047	2/11/13	17/11/13	8.414.215	2,04%
RO	Roumanie	TNS CSOP	1.069	2/11/13	12/11/13	18.246.731	4,42%
SI	Slovénie	RM PLUS	1.086	3/11/13	17/11/13	1.759.701	0,43%
SK	Slovaquie	TNS Slovakia	1.000	2/11/13	17/11/13	4.549.955	1,10%
FI	Finlande	TNS Gallup	1.002	2/11/13	17/11/13	4.440.004	1,07%
SE	Suède	TNS Sifo	1.019	2/11/13	17/11/13	7.791.240	1,89%
UK	Royaume-Uni	TNS UK	1.326	2/11/13	17/11/13	51.848.010	12,55%
TOTAL UE28			27.829	2/11/13	17/11/13	413.097.480	100%*
CY(tcc)	Comm. chypriote turque	Kadem	500	2/11/13	17/11/13	143.226	
TR	Turquie	TNS PIAR	1.001	2/11/13	17/11/13	54.844.406	
MK	Ancienne Rép. Yougoslave de Macédoine	TNS Brima	1.048	2/11/13	8/11/13	1.678.404	
IS	Islande	Capacent	500	2/11/13	17/11/13	252.277	
ME	Monténégro	TNS Medium Gallup	499	2/11/13	17/11/13	492.265	
RS	Serbie	TNS Medium Gallup	1.034	2/11/13	17/11/13	6.409.693	
TOTAL			32.411	2/11/13	17/11/13	476.917.751	

* Il convient de noter que le total des pourcentages indiqué dans ce tableau peut dépasser 100% en raison des arrondis